



SOCIÉTÉ ISLAMIQUE D'ASSURANCE
DES INVESTISSEMENTS ET DES
CRÉDITS À L'EXPORTATION



مجموعة البنك الإسلامي للتنمية
Groupe de la Banque Islamique de Développement



LE SÉNÉGAL ET LA SIACE

Renforcer l'économie réelle pour stimuler l'impact sur le développement





Contenu

Message du Président du Groupe de la BID et Président du Conseil d'administration de la SIACE	4
Avant-propos du Directeur général	6
Prologue - Le Sénégal et la SIACE	10
<i>Un partenariat s'étalant sur trois décennies pour aider à répondre aux besoins contemporains du développement et de la société</i>	
Oussama Kaissi , Directeur général de la SIACE, évalue l'engagement de la Société avec le Sénégal et la manière dont il peut être amélioré afin de répondre aux exigences du processus de récupération, de restauration et de redémarrage post-pandémique face à la nouvelle richesse en hydrocarbures du pays.	
Interview exclusive – S.E. Madame Oulimata Sarr, Ministre de l'Économie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal et Gouverneur de la SIACE pour le Sénégal	14
<i>Le Groupe de la BID est capable de jouer un rôle clé dans le changement de la perception biaisée et surévaluée des risques par les agences occidentales des pays africains comme le Sénégal.</i>	
S.E. Madame Oulimata Sarr , Ministre de l'Économie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal, Gouverneur de la SIACE pour le Sénégal, aborde les perspectives et des défis pour l'économie du pays, le rôle que la finance islamique, en particulier le Soukook, peut jouer dans son programme de développement, et les raisons pour lesquelles elle reste optimiste à l'égard de la stratégie du gouvernement qui vise une croissance résiliente et la prospérité.	
Perspectives économiques du Sénégal	20
<i>Le Sénégal – Du ralentissement au rebond et à une transformation en une économie exportatrice de pétrole</i>	
La proposition changeante de la finance islamique du Sénégal	28
<i>Un marché avec un important potentiel de croissance à long terme - Mushtak Parker</i>	
Soukook souverain du Sénégal	32
<i>L'avenir est brillant, l'avenir est Soukook</i>	
Mushtak Parker évalue le potentiel d'émission de Soukook dans les infrastructures, les objectifs budgétaires, la gestion des liquidités et l'inclusion financière au Sénégal.	
La SIACE au Sénégal Investissements d'impact emblématiques	38
1. Le Stade national de football Abdoulaye WADE, à la pointe de la technologie au Sénégal	38
2. Dynamiser le Sénégal en tant que hub aérien régional – Aéroport international Blaise Diagne (AIBD SA)	42
3. L'hôtel Radisson de Diamniadio, le centre des expositions de Dakar et le complexe sportif "Dakar Arena"	45
4. Réhabilitation d'un collecteur d'eaux usées à Dakar, Sénégal	48
5. Soutenir l'accès rural à l'éducation et aux établissements médicaux	51
6. Marché d'intérêt national de Dakar et Gare routière	54
Partenariats au Sénégal	56
<i>La SIACE a signé des protocoles d'accord avec des agences sénégalaises pour promouvoir l'investissement étranger</i>	
Témoignages	58
<i>Partenariat avec la SIACE pour soutenir des projets de développement au Sénégal, l'impact et l'importance d'une telle coopération - Selim Bora, Président du groupe Summa, Turquie</i>	



Message de SE le Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) et Président du Conseil d'administration de la Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation (SIACE)



Le Sénégal est un membre apprécié de la Banque islamique de développement (BID), depuis 47 ans, dès son adhésion en 1976, et de la SIACE, l'assureur multilatéral de crédit et d'investissement et membre du Groupe de la BID, depuis 28 ans dès son adhésion en 1995.

Notre coopération à moyen terme avec le Sénégal est guidée par la nouvelle Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) pour 2023-2027 dont j'ai signé le protocole d'accord avec le gouvernement du Sénégal lors de ma visite à Dakar en janvier 2023 pour assister au Sommet Dakar II Nourrir l'Afrique organisé par S.E. Président Macky Sall.

La SPPM vise à apporter des solutions pratiques aux besoins et priorités du Sénégal tels que définis par le Gouvernement dans sa stratégie nationale de développement, le Plan Sénégal Emergent et le plan d'actions prioritaires.

Nous, au Groupe de la BID, sommes pleinement déterminés à renforcer davantage notre coopération constructive et fructueuse avec le Sénégal, en particulier dans les secteurs des transports, de l'éducation, de la santé et de l'agriculture.

Cet engagement est attesté par le fait que la BID est le premier partenaire du pays dans son ambitieux Plan Sénégal Emergent. Notre partenariat avec le gouvernement sénégalais est essentiel pour relever les défis du développement et construire un avenir plus inclusif, résilient et durable.

À ce jour, le Groupe de la BID a approuvé 4,77 milliards de dollars de financement du développement pour les différents secteurs du Sénégal, et le portefeuille actif du Groupe de la BID dans le pays s'élève à 3,26 milliards de dollars.

Parallèlement, la SIACE a soutenu plusieurs transactions et projets phares au Sénégal dans divers secteurs grâce à ses solutions d'atténuation des risques et de rehaussement de crédit et à sa capacité de réassurance, pour une valeur totale de 3,6 milliards de dollars, soit 1,93 % de ses opérations globales.

Dans ce contexte, ce rapport sur **"Le Sénégal et la SIACE - Renforcer l'économie réelle pour stimuler l'impact sur le développement"**, donne un aperçu précieux de ce partenariat de développement très réussi avec le Sénégal et ses perspectives. Il décrit également l'état de l'économie sénégalaise et les défis à venir et fournit des études de cas démontrant l'impact positif sur le développement du financement et des opérations du Groupe de la BID dans divers secteurs économiques.

Dr. Muhammad Al Jasser

Président du Groupe de la BID

Président du Conseil d'administration de la SIACE



le Groupe de la BID a approuvé **4,77 milliards de dollars** de financement du développement pour les différents secteurs du Sénégal, et le portefeuille actif du Groupe de la BID dans le pays s'élève à **3,26 milliards de dollars**.





Avant-propos du Directeur Général





De toutes les régions économiques du monde, l'Afrique subsaharienne a été hétérotopiquement touchée par les perturbations causées par les crises du COVID-19, le Climat et le Conflit (Guerre russo-ukrainienne). Cela inclut les conséquences des chocs économiques mondiaux en cours de forte inflation, la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires, une crise du coût de la vie et, dernièrement, la contagion indirecte des ructions (mini crises financières), suite à l'effondrement de la Silicon Valley Bank, de la First Republic Bank, de la Signature Bank, et à la fusion de Crédit Suisse avec UBS.

Si l'on tient compte des vents contraires, la croissance dans la région de l'Afrique subsaharienne devrait ralentir à 3,6% en 2023 (contre 3,9% en 2022) avant de rebondir à 4,2% en 2024, parallèlement à la reprise mondiale, à la baisse de l'inflation et à la fin du resserrement de la politique monétaire, d'après les dernières Perspectives économiques régionales du FMI (mai 2023) pour l'Afrique subsaharienne.

Les alliances économiques et commerciales avec de nouveaux partenaires économiques, notamment avec

la Chine, ont profité à la région, mais ont également rendu les pays qui dépendent des importations de nourriture et de l'énergie plus vulnérables aux chocs mondiaux, y compris les perturbations causées la montée des restrictions commerciales après la guerre russo-ukrainienne. Au cas où les tensions géopolitiques s'aggravaient, les pays pourraient être affectés par des prix d'importation plus élevés, ou même perdre l'accès aux principaux marchés d'exportation – environ la moitié de la valeur du commerce international de la région pourrait être affectée.

Les pertes pourraient être amplifiées si les flux de capitaux entre les blocs commerciaux étaient interrompus en raison de tensions géopolitiques. La région pourrait perdre environ 10 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) et d'aide publique au développement (FMI - mai 2023), soit environ 0,5% du PIB par an (se basant sur une estimation moyenne de 2017-2019). La réduction des IDE pourrait également, à long terme, entraver le transfert de technologies le plus indispensable.

L'inflation mondiale persistante et le resserrement des politiques monétaires ont causé une hausse des coûts d'emprunt pour les pays de l'Afrique subsaharienne et exercé une pression accrue sur les taux de change. En effet, depuis le printemps 2022, aucun pays n'a été en mesure d'émettre des euro-obligations. La charge d'intérêts sur la dette publique augmente, en raison d'un recours accru à un financement coûteux basé sur le marché, combiné à une baisse à long terme des budgets d'aide.

Le manque de financement affecte une région déjà aux prises avec des déséquilibres macroéconomiques élevés. Avec une inflation à deux chiffres présente dans environ la moitié des pays, la dette publique et l'inflation sont à des niveaux jamais vus depuis des décennies, ce qui érode le pouvoir d'achat des ménages et frappe les plus vulnérables. Dans ce contexte, la reprise économique a été interrompue.

Dans une situation de ralentissement mondial, l'activité devrait décélérer pour la deuxième année consécutive. Il faut noter que les perspectives de croissance varient considérablement d'une région à une autre, et que le resserrement du financement aura également une incidence sur les perspectives à plus long terme de la région. Une pénurie de financement réduira l'espace budgétaire indispensable pour que les pays puissent dépenser dans des secteurs de





La croissance économique du Sénégal devrait s'accélérer en 2023-26, à **7,5%** en moyenne, soutenue par l'extraction de l'or, l'activité de construction et le secteur des services (y compris les transports, la communication et la technologie numérique, le commerce, le tourisme et les services gouvernementaux). En plus, le démarrage de la production et des exportations du pétrole en 2023 renforcera aussi les perspectives de croissance du Sénégal.

développement critiques comme la santé, l'éducation et les infrastructures, entraînant l'affaiblissement du potentiel de croissance de la région.

Parallèlement aux chocs mondiaux, l'activité économique au Sénégal a ralenti, minée par une demande extérieure et intérieure plus faible. Les retombées négatives de la guerre prolongée en Ukraine et les prix élevés des matières premières dus aux perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement freinent l'activité économique et interrompent le fort rebond observé en 2021. En

conséquence, la croissance du PIB est tombée à 4,0% en 2022, causée par le ralentissement des secteurs secondaire et tertiaires.

La croissance économique du Sénégal devrait s'accélérer en 2023-26, à 7,5% en moyenne, soutenue par l'extraction de l'or, l'activité de construction et le secteur des services (y compris les transports, la communication et la technologie numérique, le commerce, le tourisme et les services gouvernementaux). En plus, le démarrage de la production et des exportations du pétrole en 2023 renforcera aussi les perspectives de croissance du Sénégal. Après la découverte en 2014 d'importantes réserves de pétrole et de gaz au large de la côte atlantique du pays, le programme économique et de développement du Sénégal a pris une nouvelle tournure prometteuse en faisant de ce pays le plus récent producteur d'énergie des états membres de la SIACE.

Nombreux sont ceux qui ont décrit le 21^e siècle comme le "siècle africain". Mais la région pourrait être empêchée de développer ce potentiel si des mesures ne sont pas prises pour répondre de façon urgente à la pénurie de financement et aux défis macroéconomiques du continent qui est en pleine croissance.

Les économies de l'Afrique subsaharienne ont besoin de consolider leurs finances publiques et renforcer la gestion des finances publiques, aussi bien par la mobilisation continue des recettes que par la gestion des risques budgétaires et une gestion plus proactive de la dette. La restructuration de la dette dans les pays où les niveaux d'endettement sont manifestement



Le Sénégal a connu une augmentation notable de **21%** des IDE, qui ont atteint **2,2 milliards de dollars**. Le pays a donc enregistré une hausse de **27%** des projets entièrement nouveaux annoncés.



La pandémie du COVID-19 a pesé lourdement sur les flux d'investissement vers le continent.

Malgré la forte croissance, les flux d'investissement vers l'Afrique ne représentaient que 5,2% des IDE mondiaux, contre 4,1% en 2020. Le Sénégal a connu une augmentation notable de 21% des IDE, qui ont atteint 2,2 milliards de dollars. Le pays a donc enregistré une hausse de 27% des projets entièrement nouveaux annoncés.

Au cours des dernières années, la SIACE a soutenu plusieurs transactions et projets phares au Sénégal dans divers secteurs grâce à ses solutions d'atténuation des risques et de rehaussement de crédit et à sa capacité de réassurance. Cela comprend le Stade du Sénégal (également connu sous le nom de Stade Abdoulaye Wade), le Centre des Expositions de Dakar, le Marché d'intérêt national, la Gare routière de Dakar, etc. **Depuis sa création, la SIACE a soutenu le Sénégal à hauteur de 3,6 milliards de dollars.**

Dans ce contexte, ce livret sur **“Le Sénégal et la SIACE - Renforcer l'économie réelle pour stimuler l'impact sur le développement”** présente un aperçu précieux d'un partenariat de développement très réussi entre les deux parties et ses perspectives d'avenir, les perspectives de l'économie sénégalaise, le rôle potentiel de la finance islamique et en particulier des Soukous dans l'économie, les défis à venir et des études de cas démontrant un impact positif sur le développement dans divers secteurs économiques du financement et des opérations du Groupe de la BID.

Oussama Kaissi
Directeur Général de la SIACE

insoutenable est une question inévitable. L'inflation doit rester à des niveaux gérables. Les taux de change, qui pèsent souvent sur les entreprises et le service de la dette, doivent être gérés de manière à ne pas nuire à l'économie.

Le programme de développement économique doit englober des politiques relatives à l'action climatique. La région n'est pas une source d'émissions majeures, elle est plutôt à l'extrémité réceptrice d'un grand nombre des changements climatiques qui se sont produits. La poursuite de politiques pour aider à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique ne saurait être surestimée.

En 2021, l'investissement direct étranger (IDE) dans les pays africains a atteint un record de 83 milliards de dollars selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2022 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). C'était plus du double du montant déclaré en 2020 lorsque la





PROLOGUE

Le Sénégal et la SIACE

**Un partenariat s'étalant sur trois
décennies pour aider à répondre
aux besoins contemporains du
développement et de la société**

Oussama Kaissi
Directeur Général de la SIACE



Le Sénégal est devenu membre de la SIACE le 19 septembre 1995. La SIACE a, depuis sa création, soutenu diverses transactions commerciales transfrontalières et projets de développement dans le pays pour un total de 3,6 milliards de dollars. Tout au long de ce partenariat, la Société a réussi à faire comprendre aux partenaires sénégalais, comme elle l'a fait dans d'autres États membres, l'importance, la nécessité et l'efficacité de l'atténuation des risques, du rehaussement du crédit et de la bancabilité des projets dans le cadre de l'écosystème contemporain de financement du développement et de l'investissement, et ce, dans le cadre de l'accomplissement du mandat de la SIACE consistant à soutenir le programme de développement de ses 49 États membres et à promouvoir le commerce et l'investissement intra-OCI. **Oussama Kaissi**, Directeur général de la SIACE, évalue l'engagement de la Société avec le Sénégal et comment cet engagement peut être amélioré pour répondre aux exigences de la reprise post-pandémique et à la nouvelle richesse en hydrocarbures du Sénégal.

“La garantie de la SIACE a permis la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures au Sénégal, notamment, le Stade Maître Abdoulaye Wade, le Centre des Expositions de Dakar, le Marché d'Intérêt National, la Gare des gros porteurs, etc.” a souligné S.E. Madame Oulimata Sarr, Ministre de l'Economie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal et Gouverneur de la SIACE pour le Sénégal.

“En effet, les produits d'assurance-crédit et d'investissement de la SIACE jouent un rôle majeur dans l'atténuation des risques des projets, car ils les rendent plus attrayants pour les investisseurs. En outre, ces produits permettent d'assurer des projets plus bancables auprès d'investisseurs étrangers qui ont une perception à haut risque lorsqu'il s'agit d'investir en Afrique ou dans les pays en développement ;” a-t-elle ajouté.

Les sentiments du ministre reflètent avec ces quelques mots un microcosme du rôle de la SIACE dans la facilitation des projets de développement qui ont un impact réel sur l'économie et la société dans des secteurs clés qui réunissent diverses parties prenantes, notamment des acteurs étatiques, des banques multilatérales de développement et des assureurs, le secteur privé, la société civile et les communautés.

Au fil des ans, la SIACE a soutenu divers projets commerciaux et d'infrastructure clés au Sénégal. Ses solutions uniques d'atténuation des risques et de rehaussement de crédit conformes à la charia ont



“La garantie de la SIACE a permis la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures au Sénégal, notamment, le Stade Maître Abdoulaye Wade, le Centre des Expositions de Dakar, le Marché d'Intérêt National, la Gare des gros porteurs, etc.”

S.E. Madame Oulimata Sarr, Ministre de l'Economie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal et Gouverneur de la SIACE pour le Sénégal

apporté une réelle valeur ajoutée aussi bien en termes de besoins commerciaux et d'affaires qu'en termes d'inclusion financière. Ainsi, la Société remplit non seulement son mandat de soutenir l'établissement, la consolidation et la promotion de l'industrie de la finance et de l'assurance islamiques (Takaful), mais également de soutenir l'expansion du commerce et de l'investissement intra-OCI et de servir un pays avec une population de 17,2 millions dont 97% sont musulmans.

L'importance des outils d'atténuation des risques ayant pour but de rendre les projets et les transactions commerciales bancables et donc plus attrayants pour les capitaux privés internationaux pour une économie comme le Sénégal, les avantages en termes de coût du capital moins cher, l'atténuation des effets de

change en qualifiant le financement en monnaie locale et l'expansion du pool d'expertise technique, et le fait pour l'Afrique et le Sénégal d'être suffisamment approvisionnés en financement commercial, en assurance-crédit et en soutien politique pour relever les futurs défis économiques et financiers mondiaux, sont tous évidemment très valables et pertinents.

PERCEPTION DES RISQUES

Malgré une surabondance d'histoires convaincantes sur l'impact et la mise en œuvre du développement, impliquant le concept et le principe "Made in Africa", l'Afrique souffre de perceptions négatives, en grande partie en Occident, concernant les risques de crédit et de gouvernance des pays, qui sont souvent biaisés, exagérés, surestimés et surévalués.

Ces perceptions négatives des pays africains et des risques ont commencé à changer grâce à l'engagement de la SIACE avec les partenaires et parties prenantes africains, et grâce à la mise en œuvre réussie d'une série de projets et de transactions.

La ministre S.E. Madame Oulimata Sarr a raison lorsqu'elle affirme que les parties prenantes engagées dans des projets et des transactions au Sénégal, y compris le Groupe de la BID et la SIACE, peuvent faire plus pour aider à changer ces perceptions.

En effet, le mandat de la SIACE est clair – promouvoir le commerce et l'investissement intra-membres grâce à la fourniture de ses solutions uniques d'atténuation des risques conformes à *la Charia*, l'amélioration du crédit, les garanties et la réassurance, le renforcement des capacités, l'expertise technique et la formation, guidés par les programmes de développement de nos

États membres. La Société le fait à travers des ententes bilatérales, une coopération multilatérale et par le biais de partenariats avec des institutions homologues et des parties prenantes. Au cours de la dernière année, il s'agit en particulier d'initiatives importantes dans le cadre du programme des Ponts du Commerce Arabo Africains (AATB), de la plate-forme de co-garantie pour l'Afrique et de protocoles d'accord signés avec diverses agences nationales de crédit à l'exportation et des Institutions de Financement du Développement, notamment Afreximbank et Africa Finance Corporation.

Le rôle de la SIACE en tant que chef de file du pilier assurance de l'AATB est clair. Le développement du secteur privé est l'un des principaux piliers de la stratégie de la SIACE. Intégrer des opportunités commerciales et aider les entreprises et les banques à faire une différence significative pour soutenir des résultats de développement positifs sont des choses que les outils d'atténuation des risques peuvent faciliter.

Pour la SIACE, l'Afrique est très importante. En effet, sur 49 États membres, 23 États se trouvent au continent africain, allant de pays à revenu intermédiaire aux pays à revenu faible, dont l'Égypte et le Nigéria, deux des plus grandes économies d'Afrique. Quelques 15 États membres de la SIACE sont également membres du groupe V20 des ministres des finances du Forum sur la vulnérabilité climatique, soutenus par le G20 et diverses parties prenantes pour la réalisation d'une action climatique plus large, y compris la transition énergétique, les infrastructures et les objectifs de sécurité alimentaire.



L'assurance-crédit et l'assurance contre les risques politiques peuvent augmenter le volume de financement du commerce pour atteindre les objectifs des investissements de l'AATB et des infrastructures. Cependant, les besoins des pays arabes et africains dépassent de loin les capacités des partenaires de l'AATB. Il devient impératif de rechercher des structures innovantes capables de tirer parti des capacités des institutions membres existantes et d'offrir des outils d'atténuation des risques appropriés pour mobiliser des ressources financières auprès de partenaires externes. À ce jour, la SIACE, à elle seule, a conclu pour 5,6 milliards de dollars des transactions dans le cadre du programme AATB.

LES PRIMES D'ASSURANCE

L'assurance-crédit et des risques politiques est un outil important pour rendre les investissements et le commerce plus sûrs et plus rentables. Dans ce domaine, il existe des programmes d'assurance et de garantie disponibles sur le marché pour atténuer les risques et fournir des solutions d'amélioration du crédit et d'allègement du capital aux exportateurs, entrepreneurs, investisseurs et banques opérant dans le commerce international.

La Ministre Mme Oulimata Sarr souligne que *“ malgré leur importance vitale dans le financement des projets, les assurances contribuent souvent à l'augmentation du coût d'un projet, notamment en Afrique où nous souffrons d'une cote de crédit défavorable et biaisée. En fait, comme vous le savez bien, la tarification des primes d'assurance est en partie basée sur la cote de crédit d'un pays et comme les agences de notation surestiment le risque sur le continent, les pays africains se retrouvent amenés à payer des primes très élevées. ”*

“ En tant que l'une des plus importantes banques de développement au monde, le Groupe BID est capable de jouer un rôle clé auprès des agences de notation pour changer cette perception du risque surévalué sur le continent africain. En outre, nous plaiderons auprès des assureurs tels que la SIACE pour une réduction des primes d'assurance. En effet, des primes d'assurance plus faibles pourraient contribuer à réduire les coûts des projets sur le continent et à rendre le marché plus accessible dans les secteurs privés africains ; ” a-t-elle ajouté.

Madame Sarr a raison. Mais la SIACE opère de la même manière dans le monde réel redevable à ses actionnaires, qui comprend le gouvernement du Sénégal. La Société essaie d'être aussi compétitive que possible, mais elle est également redevable à son mécanisme de tarification dans le contexte de sa stratégie de gestion des risques. C'est un problème permanent qui pourrait être atténué par les discussions en cours et les futurs plans d'action.

La prime payée peut être présentée et perçue comme un surcoût payé par les pays membres. Toutefois, cela n'exprime pas la réalité étant donné que la marge des banques reflète principalement la tarification SIACE du risque en tant que garant de la transaction, car dans beaucoup de cas, le risque est pris par la SIACE jusqu'à 95%. Pour les pays membres dont la cote de crédit est considérablement inférieure à la cote de la SIACE, l'implication de la SIACE devrait d'abord leur permettre d'accéder à des ressources à long terme auprès d'institutions financières dont l'appétit pour le risque est très limité en absence d'un mécanisme approprié en matière de rehaussement de crédit. Une question a été posée à l'une des banques internationales impliquées dans une transaction dans un autre pays membre sur la comparaison de leur marge bancaire avec et sans couverture SIACE. La réponse était que sans l'assurance SIACE ou une solution similaire, la transaction n'existerait pas et ne peut pas être tarifée.

Cela dit, dans la majorité des cas, l'intervention de la SIACE a permis aux réassureurs privés d'accepter des tarifs inférieurs à ceux qu'ils appliqueraient sans la couverture SIACE. Le statut de créancier privilégié de la SIACE et son accès direct aux gouvernements des États membres sont bien pris en compte dans les transactions couvertes par la SIACE.

Parallèlement, la SIACE travaille avec d'autres partenaires de développement sur l'exploration de structures et de solutions innovantes pour faciliter l'accès des États membres au financement et réduire le coût du capital.





INTERVIEW EXCLUSIVE

S.E. Madame Oulimata Sarr, **Ministre de l'Economie, de la Planification et** **de la Coopération du Sénégal et Gouverneur** **de la SIACE pour le Sénégal**





*Le Sénégal a peut-être fait face aux incertitudes des chocs économiques mondiaux relativement mieux que d'autres pays en développement. Avec la mise en service de la production d'hydrocarbures du Sénégal à la fin de cette année, l'activité économique devrait fortement reprendre, notamment en 2024. Ici **S.E. Madame Oulimata Sarr**, Ministre de l'Économie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal et Gouverneur de la SIACE pour le Sénégal discute des perspectives de l'économie du pays, des préjugés auxquels de nombreux pays en développement sont confrontés dans l'écosystème financier mondial actuel, du rôle accru important que la finance islamique, en particulier le Soukook, peut jouer dans son programme de développement, et pourquoi elle reste optimiste quant à la stratégie de son gouvernement pour une croissance résiliente et la prospérité*

Le consensus est que l'économie mondiale se dirige vers un atterrissage en douceur en 2023 avec des prévisions de reprise économique meilleures que prévu, en particulier dans les pays développés et riches en ressources. L'Afrique subsaharienne, selon les projections, mettra plus de temps à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19, des perturbations causées par le conflit en Ukraine et des chocs économiques mondiaux qui en résultent. Dans ce contexte, quelles sont vos perspectives pour l'économie sénégalaise en 2023/2024, y compris la gestion de la politique monétaire telle que la maîtrise de l'inflation et son impact sur la hausse des prix et l'élargissement de l'espace budgétaire, en particulier l'augmentation de la génération de revenus et la contribution des recettes fiscales au PIB ?

Réponse :

L'économie mondiale devrait être marquée en 2023/2024 par le relèvement des taux d'intérêts par les banques centrales afin de maîtriser l'inflation. Elle devrait également continuer de subir les conséquences négatives de la crise entre la Russie et l'Ukraine qui perdure. Toutefois, à la faveur de la réouverture des frontières chinoises, une reprise de l'activité économique mondiale reste envisageable. Au plan interne, la conjoncture internationale a eu des conséquences sur l'activité économique qui a enregistré une croissance de 4,2% en 2022 contre 6,5% en 2021. L'inflation, pour sa part, s'établit à 9,7% contre 2,2% en 2021 en liaison avec le fort relèvement des cours des matières premières de base. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire est estimé 6,1% du PIB en 2022 contre 6,3% du PIB en 2021 du fait des subventions à l'énergie et de l'augmentation de la masse salariale et des intérêts sur la dette publique.

En perspective, avec le démarrage de la production d'hydrocarbures, l'activité économique devrait fortement se relever particulièrement en 2024. En outre, les effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale, notamment, dans l'agriculture (100 milliards de CFA pour la campagne agricole de cette année) ainsi que l'exécution de la seconde phase du compact MCA-Sénégal " Power to compact " serait également d'un apport considérable dans la consolidation de l'activité économique. Au total, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 8,8% en 2023 et 12,8% en 2024. L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 4,1% en 2023 et 2,1% en 2024.

les effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale, notamment, dans l'agriculture (100 milliards de CFA pour la campagne agricole de cette année) ainsi que l'exécution de la seconde phase du compact MCA-Sénégal " Power to compact " serait également d'un apport considérable dans la consolidation de l'activité économique.

Ce regain d'activité en 2023 et 2024 devrait impacter positivement les recettes budgétaires et améliorer ainsi le déficit budgétaire. Par ailleurs, la mobilisation des ressources pour l'année 2023 devrait se traduire par des retombées de la mise en œuvre de la Stratégie de recouvrements des recettes à moyen terme (SRMT) engagée depuis 2022. La pression fiscale devrait ressortir à 18,4% en 2023 contre 18,2% en 2022, soit une amélioration de 0,2 point de pourcentage. En conséquence, le déficit budgétaire devrait s'améliorer de 0,6 point de pourcentage, passant de 1054,2 milliards réalisés en 2022 (6,1% du PIB) à 1045,4 milliards (5,5% du PIB) projeté en 2023 (LFI).

Les services du FMI ont achevé leur visite de consultation au titre de l'article IV au Sénégal en mars. Le Fonds a observé que l'économie sénégalaise en 2022 a connu un ralentissement plus marqué que prévu et a révisé son estimation de croissance du PIB réel pour 2023 à environ 4% contre 4,7% auparavant. L'inflation moyenne a atteint un sommet multi décennal de 9,7 %, principalement en raison de l'inflation alimentaire. Quelles mesures le gouvernement adopte-t-il pour atténuer certains de ces effets par la mise en œuvre de réformes structurelles visant à renforcer la participation du secteur privé à l'activité économique dans le cadre de la phase 3 du Plan Sénégal Emergent (PSE) ?

Réponse :

Les chiffres ressortis par les services du FMI au mois de mars 2023 sont légèrement différents des estimations du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération. En effet, mes services de prévision ont estimé une croissance de l'activité économique de 4,2% en 2022 contre une prévision de 4,8% lors de la révision de septembre 2022. Cette situation découle de la contraction enregistrée dans la production agricole qui est ressortie en baisse de 3,4% en 2022, expliquée essentiellement par les replis de la production de l'arachide, du niébé, de la pastèque et de celle des fruits et légumes. La croissance hors agriculture est estimée à 5% en 2022, essentiellement tiré par les services qui ressortent en hausse de 6,7% en liaison avec la bonne tenue, notamment, des activités de commerce, de transport, de la reprise des activités d'hébergement et de restauration et des services financiers. Le secteur secondaire, pour sa part, a connu un ralentissement dû au renchérissement avec un taux de croissance de 1,1% contre 7,8% en 2021 en rapport, entre autres, au renchérissement des cours matières premières. Pour rappel, en 2022, le Sénégal a subi les conséquences des sanctions économiques sur le Mali pendant 6 mois.

A propos des réformes structurelles devant permettre une croissance plus résiliente face aux chocs, les réflexions se poursuivent avec mon département, à travers le nouveau Plan d'Actions Prioritaires (PAP-III) 2024-2028 du Plan Sénégal Emergent afin de booster l'économie sénégalaise. L'implication du secteur privé pour assurer une croissance économique plus forte et durable sera poursuivie dans le cadre des nouvelles priorités définies dans le PAP-III.

En effet, il était attendu durant la mise en œuvre du Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP2A)



2019-2023, une contribution de près de 40% du financement du portefeuille des projets à travers le renforcement des PPP. Aussi, est-il demandé de tirer profit des dividendes de la stabilité politique du pays et d'accélérer la dématérialisation des procédures ainsi que la numérisation des procédures de l'Administration.

Le Sénégal a signé lors de la visite du Président de la BID au Sénégal une nouvelle Stratégie de partenariat avec les pays membres de la Banque islamique de développement (BID)-Sénégal (MCPS) pour 2023-2027. Que recherchez-vous spécifiquement en termes de renforcement de la coopération économique et financière avec la BID et ses affiliés ?

Réponse :

Depuis sa création en 1975, la Banque Islamique de Développement (BID) a contribué de façon significative au financement des programmes de développement du Sénégal.

Notre pays cherche toujours à bénéficier de l'ensemble de la gamme diversifiée de financements qu'offre la BID en tant que maison mère et ses différentes filiales que sont la Société Islamique pour le Développement du Secteur privé (SID), la Société Islamique pour le Financement du Commerce International (SIFCI), la Société Islamique pour l'Assurance des crédits à l'Exportation (SIACE) et l'Institut de Formation et de la Recherche Islamique (IFRI).

La relation entre la Banque et le Sénégal est empreinte d'un dynamisme réel avec un cumul de financements approuvés de près de 4,8 milliards de dollars américains et nous comptons nous appuyer davantage sur le groupe de BID et ses affiliés afin d'atteindre nos objectifs de développement.

De manière générale, le renforcement de notre coopération avec la BID devrait s'accroître autour de projets et Programmes qui entrent dans le cadre de la Stratégie de partenariat Pays Membres (SPPM), axée sur l'approche Chaines de Valeur Mondiale. Il s'agit d'identifier des projets à fort impact qui stimuleront le développement des industries compétitives de l'économie du Sénégal.

D'ailleurs, dans cette optique, les industries d'Agrobusiness et de Pétrochimie ont été sélectionnées comme Industries Championnes retenues dans le cadre de la SPPM, en conformité avec le Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accélééré (PAP2A) 2019-2023 et le Plan d'Actions Prioritaires III 2024-2028 du Plan Sénégal Emergent.

Toutes les économies ont été négativement impactées par les conditions du marché mondial. Le Sénégal ne fait pas exception. Selon le FMI, les subventions à l'énergie ont atteint le niveau record de 692 milliards de FCFA (4% du PIB), et pour contenir le déficit budgétaire, les dépenses d'investissement ont été réduites. La dette publique est estimée à 75 % du PIB, dont 67,5 % du PIB pour l'administration centrale, et le déficit du compte courant s'est considérablement creusé en raison de l'augmentation des importations et des paiements d'intérêts sur la dette. Comment les pays en développement font-elles face à de telles contraintes, qui sont apparemment largement causées par des événements mondiaux échappant à leur contrôle ?

Réponse :

En début d'année 2022, les économies en développement, fragilisées et davantage endettées



au sortir de la crise sanitaire de la COVID-19, étaient engagées dans une phase de relance économique à l'instar du Sénégal. Toutefois, l'environnement international s'est rapidement dégradé avec l'avènement de la crise russo-ukrainienne et ses corollaires, notamment la perturbation des chaînes d'approvisionnement des biens alimentaires, la forte inflation et la rareté des ressources sur les marchés financiers.

Pour faire face à ces contraintes le Sénégal s'est appuyé essentiellement sur les leviers budgétaires par des renoncements de taxes et l'octroi de subventions et transferts, mais également à travers des orientations sur la fiscalité intérieure pour conforter la résilience de son économie. Ainsi, au plan budgétaire, une stratégie de renoncement à des taxes sur les biens services portant essentiellement sur la TVA intérieure et celle au cordon ont été accordées permettant de favoriser l'approvisionnement du marché et limiter l'inflation. L'Etat a poursuivi et conforté les transferts envers les groupes sociaux vulnérables ; les subventions à l'énergie, avec le paiement des pertes commerciales et des compensations tarifaires, ont été maintenues, associé à un léger relèvement des prix du carburant, permettant de sécuriser les approvisionnements et la fourniture régulière des combustibles.

Par ailleurs, la relance s'appuie également sur une forte orientation des autorités pour conforter le recouvrement des recettes domestiques. Ainsi, les services fiscaux sont engagés à explorer de nouvelles niches de recettes, notamment sur les professions libérales et l'immobilier, qui sont insuffisamment taxés, ainsi qu'une réduction significative des exonérations dont l'impact social n'est plus avéré. Cette orientation s'inscrit également dans le contexte de la mise en œuvre effective de la Stratégie des recettes à moyen terme (SRMT) avec l'effet attendu sur l'élargissement de l'assiette fiscale.

En outre, la mobilisation des recettes intérieures bénéficiera de la contribution soutenue et progressive des ressources issues de l'exploitation du pétrole et du gaz à compter du dernier trimestre de 2023, ce qui devrait à moyen terme atténuer le poids de l'endettement et réduire le besoin de recours au financement extérieur non concessionnel.

Dans le même sillage, il est question d'améliorer la qualité de la dépense publique en rationalisant les charges courantes, en renforçant le processus de

maturation et de sélection des projets d'investissement public aussi la recherche d'espace budgétaire en ayant recours aux Partenariats Publics Privés (PPP) tout en veillant la soutenabilité budgétaire.

La SIACE a soutenu divers projets commerciaux et d'infrastructures clés au Sénégal au fil des ans. Ses solutions uniques d'atténuation des risques et de rehaussement de crédit conformes à la charia ont apporté une réelle valeur ajoutée. Quelle est l'importance des outils de réduction des risques pour rendre les projets et les transactions commerciales bancables et, par conséquent, plus attractifs pour les capitaux privés internationaux et la participation du secteur pour une économie comme le Sénégal ? Quels sont les avantages en termes de coût du capital moins cher, d'atténuation des effets de change en qualifiant le financement en monnaie locale et en élargissant le pool d'expertise technique ? L'Afrique et le Sénégal sont-ils suffisamment approvisionnés en financement du commerce, d'assurance et de soutien politique pour relever les défis ci-dessus à venir ?

Effectivement la garantie de la SIACE a permis la réalisation de plusieurs projets structurants au Sénégal notamment, le Stade Maître Abdoulaye Wade, Dakar Expo Center, le marché d'intérêt national, la gare des gros porteurs etc.... En fait, ces produits d'assurance jouent un rôle majeur dans l'atténuation de risque des projets, car ils les rendent plus attractifs pour les investisseurs. En outre, ces produits permettent de rendre les projets plus bancables auprès des investisseurs étrangers qui ont une perception de risque élevé quand il s'agit d'investir en Afrique ou dans les pays en voie de développement. Malgré leur importance capitale dans le financement des projets, les assurances souvent contribuent à l'augmentation des coûts d'un projet surtout en Afrique où nous souffrons d'une notation de crédit défavorable et biaisé. En fait, comme vous le savez bien, le prix des primes d'assurance est en partie basé sur la notation de crédit d'un pays et vu que les agences de notations surévaluent le risque sur le continent, les pays africains se retrouvent à payer des primes très élevés.

Etant une des banques de développement les plus importantes au monde, le Groupe de la BID pourrait jouer un rôle essentiel auprès des agences de notations afin de changer cette perception de risque surévalué sur le continent africain. Par ailleurs, nous



Effectivement la garantie de la SIACE a permis la réalisation de plusieurs projets structurants au Sénégal notamment, le Stade Maître Abdoulaye Wade, Dakar Expo Center, le marché d'intérêt national, la gare des gros porteurs etc. ... En fait, ces produits d'assurance jouent un rôle majeur dans l'atténuation de risque des projets, car ils les rendent plus attrayants pour les investisseurs.

faisons un plaidoyer auprès des assureurs comme la SIACE pour une réduction des primes d'assurance. En fait, une baisse des primes d'assurance contribuerait à la réduction des coûts de projets sur le continent et rendrait le marché plus accessible aux secteurs privés africains.

Le Soukook est désormais un instrument de collecte de fonds accepté dans l'écosystème mondial de la dette publique, en particulier pour financer les

infrastructures et les déficits budgétaires. Même des pays non-membres de l'OCI tels que le Royaume-Uni, Hong Kong, le Luxembourg et l'Afrique du Sud ont émis des Soukook sur le marché international. Le Sénégal a émis des Soukook souverains en monnaie locale libellés en CFA. En dehors du Nigeria et par rapport à plusieurs autres pays, le Soukook reste sous-utilisé dans les pays d'Afrique Sub-Saharienne. Quel est le potentiel pour plus d'émissions de Soukook au Sénégal, et quels sont certains des défis à surmonter pour surmonter les barrières à l'entrée, y compris pour les entreprises locales et les agences gouvernementales ?

Réponse :

Le marché de la finance islamique est un marché financier très dynamique et en pleine croissance et le Soukook occupe une place importante. En fait, le Soukook a connu un essor et un développement significatif au cours des dernières années. Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les instruments financiers islamiques ont fait leur entrée sur le marché régional depuis 2014. Toutefois, il y a lieu de souligner que malgré les émissions de Soukook sur le marché financier régional, il n'existe pas encore de cadre réglementaire spécifique aux Soukook dans l'UEMOA.

Toutes les émissions de Soukook qui ont été faites à ce jour l'ont été sur la base du *Règlement N° 02/2010/CM/UEMOA relatif au Fonds commun de titrisation des créances et aux opérations de titrisation dans l'UEMOA.*

Le gouvernement du Sénégal accorde une place importante au financement Soukook. En 2022, l'état du Sénégal a levé 330 milliards de Francs CFA par le biais de la Société de Gestion et d'Exploitation du Patrimoine bâti de l'Etat (SOGEPA) comme véhicule financier. Cette transaction constitue la mobilisation du premier emprunt obligataire Soukook émis, au sein de l'Union monétaire ouest-africaine (UMO), en conformité avec les principes de la finance islamique par une société.

Le financement par Soukook a un bel avenir au Sénégal en raison de la volonté des autorités sénégalaises d'en exploiter les potentialités à travers la création d'un cadre juridique propice qui permettra l'éclosion de la finance islamique dans notre pays. En outre, au niveau régional, il sera aussi important d'améliorer le cadre juridique des marchés du Soukook afin de faciliter l'accès au secteur privé et aux petites entreprises.



Perspectives économiques au Sénégal

Sénégal – Du ralentissement au rebond et à la transformation en une économie exportatrice de pétrole



Après un ralentissement plus marqué que prévu en 2022, l'économie sénégalaise devrait rebondir en 2023 avec une croissance record du PIB de 8%, la croissance la plus élevée de l'Afrique subsaharienne. Les perspectives économiques ont été aussi renforcées par la mise en service de nouveaux approvisionnements en pétrole et en gaz qui seront mis en service plus tard cette année à partir de champs situés au large de sa côte atlantique. Dakar a pareillement entamé des négociations à propos d'un nouveau programme de financement soutenu par le FMI et ce, lors des réunions du printemps Banque mondiale/FMI à Washington en avril.

Il n'est peut-être pas surprenant que le Sénégal ait, selon les projections du FMI/Banque mondiale, le taux de croissance du PIB réel le plus élevé en 2023 en Afrique subsaharienne (ASS).

Avec 8% en 2023, le Sénégal devance ses économies rivales les plus proches, du Niger à 7,1% et de la Côte d'Ivoire à 6,8%. La trajectoire est de bon augure pour le Sénégal en 2024, lorsque la croissance économique devrait atteindre 10,5%, seulement égalée par le Niger avec un PIB prévu de 10,1%.

Mené par la perspective d'approvisionnements en pétrole et en gaz pour la première fois vers la fin de cette année à partir de l'une des plates-formes, et à la suite d'une énorme découverte d'hydrocarbures en 2014 au large de la côte de l'océan Atlantique, le programme économique et de développement du Sénégal a pris une tournure prometteuse pour le bien.

Avec 8% en 2023, le Sénégal devance ses économies rivales les plus proches, du Niger à 7,1% et de la Côte d'Ivoire à 6,8%. La trajectoire est de bon augure pour le Sénégal en 2024, lorsque la croissance économique devrait atteindre 10,5%, seulement égalée par le Niger avec un PIB prévu de 10,1%.

Peu importe la révision à la baisse de l'estimation du PIB du Sénégal pour 2022 à 4% contre une estimation antérieure de 4,7% par une équipe du FMI, qui s'est rendue dans le pays en mars 2023 pour évaluer les développements économiques récents, mettre à jour les projections macroéconomiques et discuter des options potentielles pour un nouveau programme FMI soutenu pour le Sénégal.

Selon le chef de l'équipe du FMI, "l'économie sénégalaise en 2022 a connu un ralentissement plus marqué que prévu, avec une croissance du PIB réel désormais estimée à environ 4% contre une croissance attendue de 4,7%, reflétant une saison de récolte décevante et une contraction de l'industrie de la production. L'inflation moyenne a atteint un sommet de plusieurs décennies de 9,7%, en grande partie à cause de l'inflation alimentaire."

Les causes du ralentissement consistent en la sous-performance des recettes budgétaires, tandis que les dépenses courantes ont dépassé l'objectif en raison d'une masse salariale publique plus élevée. Au même moment, les subventions énergétiques ont atteint un niveau record de 692 milliards de FCFA (4% du PIB) et pour maîtriser le déficit budgétaire, les dépenses d'investissement ont été réduites. La dette publique est estimée à 75% du PIB, dont 67,5% du PIB pour l'administration centrale, et le déficit du compte courant s'est considérablement creusé en raison de la hausse des importations et du paiement des intérêts sur la dette.



“ Les chiffres publiés par les services du FMI en mars 2023, soutient S.E. Madame Oulimata Sarr, ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal, sont légèrement différents des estimations du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. En effet, mes services de prévision ont estimé une croissance de l'activité économique de 4,2% en 2022 contre une prévision de 4,8% lors de la révision de septembre 2022. Cette situation découle de la contraction enregistrée de la production agricole qui a chuté de 3,4% en 2022, expliquée principalement par la baisse de la production d'arachide, de niébé, de pastèque et de fruits et légumes. ”

COUVERTURE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Les perspectives économiques du pays semblent peser lourdement sur les flux d'approvisionnement en pétrole et en gaz. Le Gouvernement estime qu'avec le démarrage de la production d'hydrocarbures au Sénégal, l'activité économique devrait fortement reprendre, notamment en 2024.

Tout cela, conjugué à une collecte plus efficace des impôts à travers la mise en œuvre de la Stratégie de Recouvrement des Recettes à Moyen Terme (SRMT), de divers programmes gouvernementaux d'appui aux différents secteurs, dont 100 milliards de FCFA pour le secteur agricole, ainsi que la mise en œuvre de la Phase II du MCA-Sénégal “ Power to Compact ”, et le nouveau Plan d'Actions Prioritaires (PAP-III) 2024-2028 du Plan Sénégal Emergent, devraient également contribuer à la consolidation de l'activité économique. Ce regain

d'activité en 2023 et 2024 devrait avoir un impact positif sur les recettes budgétaires et ainsi améliorer le déficit budgétaire.

En plus, le gouvernement souhaite également une plus grande implication du secteur privé dans l'économie et renforcer les partenariats public-privé (PPP). Ces derniers devraient contribuer à environ 40% du financement du portefeuille de projets du Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP2A) 2019-2023.

Malgré les revenus pétroliers et gaziers plus élevés, les perspectives économiques du Sénégal doivent également être considérées dans le contexte de l'Afrique subsaharienne. La croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne dans un contexte de ralentissement mondial devrait décélérer à 3,6 % en 2023 avant de rebondir à 4,2 % conformément à une reprise mondiale anticipée, à une baisse de l'inflation et à une fin du resserrement de la politique monétaire selon les dernières perspectives économiques régionales du FMI pour l'Afrique subsaharienne en mars. Ce sera la deuxième année consécutive que l'Afrique subsaharienne enregistre un taux de croissance inférieur à celui de l'année précédente.

D'après Abebe Aemro Selassie, Directeur du Département Afrique du FMI, “ la croissance dans la région varie d'un pays à l'autre. Certains pays, en particulier ceux de la Communauté de l'Afrique de l'Est, ou les pays à forte intensité de ressources non pétrolières, devraient s'en tirer mieux, mais certaines grandes économies font baisser le taux de croissance

Les perspectives économiques du pays semblent peser lourdement sur les flux d'approvisionnement en pétrole et en gaz. Le Gouvernement estime qu'avec le démarrage de la production d'hydrocarbures au Sénégal, l'activité économique devrait fortement reprendre, notamment en 2024.



moyen de l'ASS, comme l'Afrique du Sud où la croissance devrait fortement décélérer à seulement 0,1% en 2023. "

Selassie avertit que la dette publique et l'inflation sont à des niveaux jamais vus depuis des décennies, avec une inflation à deux chiffres présente dans la moitié des pays de l'Afrique subsaharienne - érodant le pouvoir d'achat des ménages et frappant les plus vulnérables.

RECHERCHE DE FINANCEMENT

Le resserrement rapide de la politique monétaire mondiale, selon le FMI, a augmenté les coûts d'emprunt pour les pays de l'Afrique subsaharienne, tant sur les marchés nationaux qu'internationaux. Tous les marchés frontaliers de l'Afrique subsaharienne ont été coupés de l'accès au marché depuis le printemps 2022.

Le taux de change effectif du dollar américain a atteint l'année dernière son plus haut niveau en 20 ans, ce qui a alourdi le fardeau des paiements du service de la dette, libellés en dollars. Au cours de la dernière décennie, les paiements d'intérêts en tant que part des revenus ont doublé pour le pays moyen de l'Afrique subsaharienne.

Avec la réduction des budgets d'aide et la diminution des apports des partenaires, cela entraîne une forte pénurie de financement pour la région. " Les populations de l'Afrique subsaharienne ressentent les effets d'une crise de financement. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le coût de la vie est plus cher, les coûts d'emprunt ont augmenté et l'accès à des financements moins chers diminue ", a expliqué M. Selassie.

" Associé à une baisse à long terme de l'aide et à une diminution plus récente des investissements des partenaires, ce qui signifie qu'il y a moins d'argent à dépenser pour des services vitaux comme la santé, l'éducation et les infrastructures. Si des mesures ne sont pas prises, ce resserrement du financement entravera les efforts de l'Afrique subsaharienne pour constituer une population qualifiée et éduquée et pour devenir le moteur de l'économie mondiale dans les années à venir ", a-t-il ajouté.

Il défend quatre priorités pour les pays de l'Afrique subsaharienne dont le Sénégal.



" Associé à une baisse à long terme de l'aide et à une diminution plus récente des investissements des partenaires, ce qui signifie qu'il y a moins d'argent à dépenser pour des services vitaux comme la santé, l'éducation et les infrastructures. Si des mesures ne sont pas prises, ce resserrement du financement entravera les efforts de l'Afrique subsaharienne pour constituer une population qualifiée et éduquée et pour devenir le moteur de l'économie mondiale dans les années à venir "

Abebe Aemro Selassie,
Directeur du Département Afrique du FMI

- Assainir les finances publiques et renforcer leur gestion dans des conditions de financement difficiles, grâce à la poursuite de la mobilisation des recettes, à une meilleure gestion des risques budgétaires et à une gestion plus proactive de la dette.
- Contenir l'inflation.
- Permettre au taux de change de s'ajuster, tout en atténuant les effets négatifs sur l'économie,

notamment la hausse de l'inflation et de la dette due aux dépréciations monétaires, et

- Veiller à ce que les efforts importants pour lutter contre le changement climatique n'excluent pas les besoins fondamentaux, comme la santé et l'éducation.

Au cours de l'année écoulée, les options de financement de la région de l'Afrique subsaharienne se sont considérablement dégradées. L'accélération du resserrement de la politique monétaire mondiale, provoquée par la reprise rapide de l'inflation mondiale après le début de la guerre de la Russie en Ukraine, a entraîné une hausse des taux d'intérêt dans le monde entier et une augmentation des coûts d'emprunt pour les pays de l'Afrique subsaharienne, tant sur les marchés nationaux qu'internationaux.

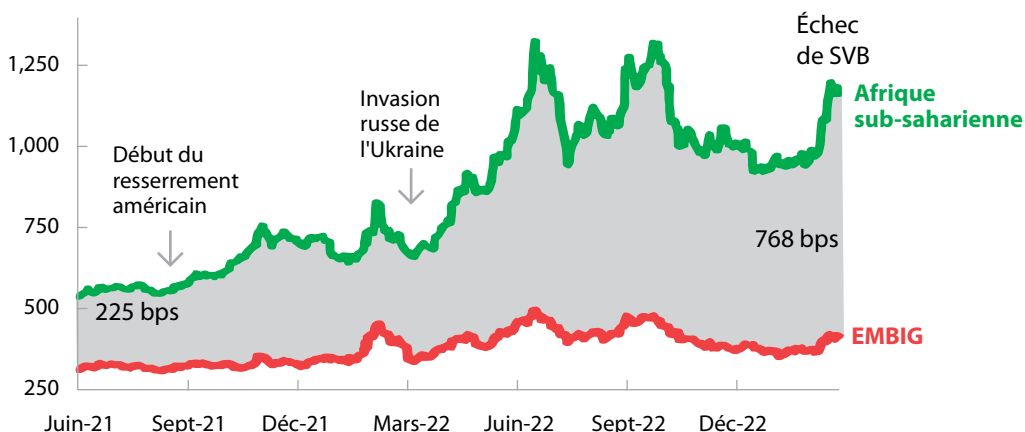
La ministre de l'Economie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal, S.E. Madame Oulimata Sarr, déplore que les agences de notation internationales aient tendance à exagérer le risque sur le continent africain. Cela contribue à une augmentation du coût du financement des prêts, des primes d'assurance et des rendements des obligations/Soukouk.

D'après le FMI, les écarts souverains pour l'Afrique subsaharienne ont grimpé à trois fois la moyenne des marchés émergents depuis le début du cycle de resserrement mondial. La hausse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor américain et la recherche d'actifs sûrs dans un contexte d'incertitude mondiale ont poussé le taux de change effectif du dollar américain à son plus haut niveau en 20 ans en 2022, augmentant la valeur de la dette libellée en dollar et des paiements d'intérêts libellés en dollar. Ensemble, ces facteurs ont alourdi les coûts d'emprunt externes de la région.

L'incertitude accrue au milieu de la pandémie et de la guerre en Ukraine a également entraîné une réévaluation des risques, affectant de manière disproportionnée les pays de l'Afrique subsaharienne en raison de notes de crédit plus faibles, et coupant pratiquement tous les marchés frontaliers de l'accès aux marchés internationaux depuis le printemps 2022. Plus précisément, les émissions d'euro-obligations pour la région sont passées de 14 milliards de dollars en 2021 à 6 milliards de dollars au premier trimestre de 2022.

Afrique subsaharienne : Ecarts Souverains, 2021-23

(Points de base, moyenne simple)



Source : Bloomberg Finance, LP

Remarque : L'Afrique subsaharienne comprend l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, le Sénégal et l'Afrique du Sud. EMBIG = Indice mondial des obligations des marchés émergents

FLUX ENTRANTS D'IDE

Les besoins substantiels d'infrastructures en Afrique ne peuvent être satisfaits sans une réponse importante du financement du secteur privé. Attirer les investissements du secteur privé sera essentiel pour que les pays de l'Afrique subsaharienne progressent également vers la réalisation des ODD des Nations Unies.

Dans un monde fragmenté, les pays de l'Afrique subsaharienne risquent d'être les plus grands perdants et devront renforcer leur résilience pour gérer les changements inévitables du commerce et de l'IDE. La région pourrait perdre environ 10 milliards de dollars d'IDE et d'aide publique au développement en cas de guerre commerciale entre les principaux blocs commerciaux États-Unis/UE/Chine.

La résilience dans la gestion des chocs peut être obtenue en renforçant l'intégration commerciale régionale en cours dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine, ce qui nécessitera de réduire les barrières commerciales tarifaires et non tarifaires, de renforcer l'efficacité des douanes, de tirer

parti de la numérisation et de combler les lacunes en matière d'infrastructures.

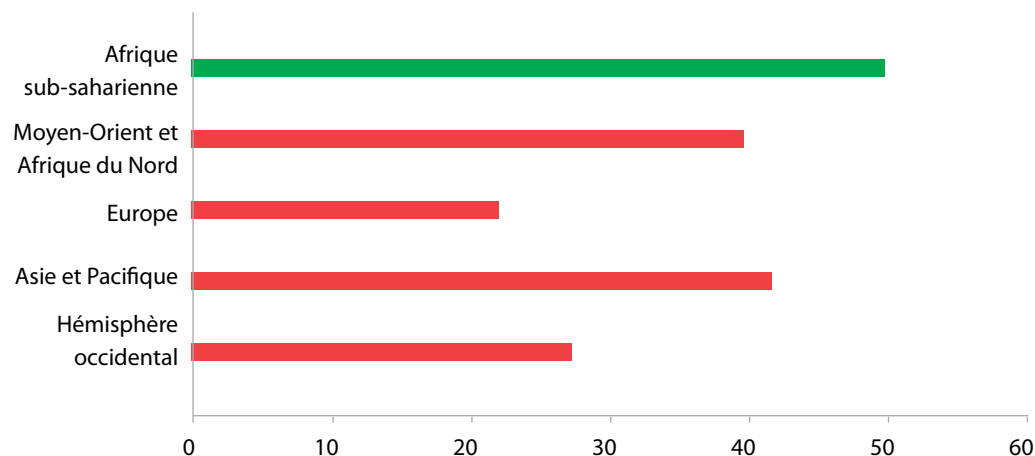
Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2022 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les IDE vers les pays africains ont atteint un record de 83 milliards de dollars en 2021. C'était plus du double du montant déclaré en 2020, lorsque la pandémie de COVID-19 a pesé lourdement sur les flux d'investissement vers le continent.

Cependant, malgré la forte croissance, les flux d'investissement vers l'Afrique ne représentaient que 5,2% des IDE mondiaux, contre 4,1% en 2020. Le Sénégal a connu une augmentation notable de 21% des IDE, qui ont atteint 2,2 milliards de dollars. Le pays a enregistré une hausse de 27% des projets entièrement nouveaux annoncés.

En tant que membre de la BID et de la SIACE, le Sénégal a attiré beaucoup de financements vers divers projets et transactions commerciale, pour lesquels la SIACE a fourni des solutions d'assurance et de garantie d'atténuation des risques et de rehaussement de crédit.

Commerce à risque

L'Afrique subsaharienne serait la plus durement touchée dans un monde fragmenté. (Pourcentage du commerce international total à risque)



Source : base de données Eora Global Supply Chain ; et calculs du FMI.

Remarque : Le commerce à risque fait référence aux exportations et aux importations vers et depuis un autre bloc dans un scénario où tout commerce est interrompu entre les pays des blocs américains/européens et centrés sur la Chine. Les pays qui ont fait plus de commerce (importations et exportations en 2019) avec les États-Unis qu'avec la Chine sont placés dans le bloc centré sur les États-Unis et l'UE, et vice-versa.

À ce jour, le Groupe de la BID a approuvé 4,77 milliards de dollars de financement du développement pour les différents secteurs du Sénégal, et le portefeuille actif du Groupe de la Banque dans le pays s'élève à 3,26 milliards de dollars.

Au cours des dernières années, la SIACE a soutenu plusieurs transactions et projets phares au Sénégal dans divers secteurs grâce à ses solutions d'atténuation des risques et de rehaussement de crédit et grâce à sa capacité de réassurance. Il s'agit en particulier du stade Abdoulaye Wade, du Parc des expositions de Dakar, du Marché d'intérêt national, de la Gare routière de Dakar, etc. Depuis sa création, la SIACE a soutenu le Sénégal à hauteur de 3,5 milliards de dollars, soit 1,93% de ses opérations totales.

Dans le domaine des hydrocarbures, la découverte en 2014 au large de la côte atlantique a estimé les réserves à plus d'un milliard de barils de pétrole et 120 milliards de pieds cubes de gaz naturel. Cela a attiré de solides investissements de sociétés pétrolières et gazières, notamment BP (Royaume-Uni), Kosmos Energy (États-Unis) et Woodside Energy (Australie).

Le rapport de l'équipe du FMI sur le Sénégal était, sans surprise, prudemment optimiste quant aux perspectives économiques du pays au cours des prochaines années, sous réserve des diverses mises en garde. " Pour 2023, l'activité économique devrait rebondir, bien qu'à un rythme plus lent que prévu initialement, tandis que l'inflation devrait se modérer à 5% ", a souligné le chef de mission du FMI pour le Sénégal, M. Edward Gemayel,

" Les perspectives à moyen terme restent favorables et pourraient bénéficier à la fois du démarrage de la production pétrolière et gazière et de la mise en œuvre de réformes structurelles visant à renforcer la participation du secteur privé à l'activité économique dans le cadre de la Phase 3 du Plan Sénégal Emergent (PSE). Les premiers signes d'un resserrement des conditions de financement sur le marché obligataire régional appellent à la vigilance et à la planification d'urgence. Dans ce contexte, le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses non prioritaires contribueront à atténuer les pressions financières, tout en préservant la viabilité de la dette.

Fiche d'information sur le Sénégal - Principaux indicateurs économiques et financiers

	2022e	2023f	2024f
Population	17,2 millions	17,2 millions	-
Solde du compte courant (% du PIB)	-16,0%	-10,4%	-4,6%
Croissance du PIB	4,7%	8,3%	10,6%
Solde budgétaire (% du PIB)	-6,1%	-4,9%	-4,0%
Moyenne du solde budgétaire de l'UEMOA (% du PIB)	-6,7%	-5,3%	-4,3%
Dette nationale (% du PIB)	75,0%	73,1%	69,9%
Moyenne de la dette nationale de l'UEMOA (% du PIB)	58,7%	61,7%	60,1%

Source : FMI/Groupe de la Banque mondiale 2023. e) estimation f) prévision







La proposition changeante de la finance islamique du Sénégal

Un marché avec un important potentiel de croissance à long terme

Par Mushtaq Parker



Malgré le fait que le Sénégal ait été l'un des premiers pays d'Afrique continentale à adopter la finance islamique et à faciliter ces produits, et le premier parmi les premiers de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à émettre des Soukous nationaux souverains, le secteur de la finance islamique du pays reste sous-développé et au mieux un " projet en cours ".

Tandis que S.E. Madame Oulimata Sarr, Ministre de l'Economie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal, soutient que " le marché de la finance islamique est un marché financier très dynamique et en croissance et que le Soukou occupe une place importante dans son architecture ", la réalité est que le marché est redevable aux évolutions et à l'urgence pour l'UEMOA et sa banque centrale régionale, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), d'adopter les cadres réglementaires et de supervision nécessaires pour faciliter les différents contrats tels que les Murabaha, Moudarabah, Ijarah, Istisna, Takaful, etc.

D'après Moody's Investors Service et Fitch Ratings, la Banque islamique a peu progressé en Afrique malgré l'importante population musulmane du continent estimée à près d'un milliard. L'Afrique subsaharienne, par exemple, compte près de 15% de la population musulmane mondiale, mais ses actifs bancaires islamiques ne représentent qu'environ 1% des actifs bancaires islamiques mondiaux, estimés entre 2,500 et 3,000 milliards de dollars.

Pourtant, malgré les contraintes à court terme de pénétration et d'expansion du marché, qui consistent en un soutien modeste des autorités, un cadre juridique, réglementaire et fiscal naissant pour le secteur de la finance islamique, une faible connaissance du marché de la finance islamique et de sa gamme de produits, et la présence d'un secteur bancaire conventionnel compétitif qui freinera la croissance de la finance islamique en Afrique, le consensus général est que le potentiel de croissance à plus long terme de la finance islamique en Afrique reste important.

" Nous nous attendons à ce que la pénétration de la finance islamique devrait augmenter de manière significative au cours des 5 à 10 prochaines années, compte tenu des vastes besoins financiers du continent, étayés par une forte croissance démographique et économique dans les pays à majorité musulmane, une faible base de départ et un intérêt croissant des gouvernements pour le secteur ", affirme Ashraf

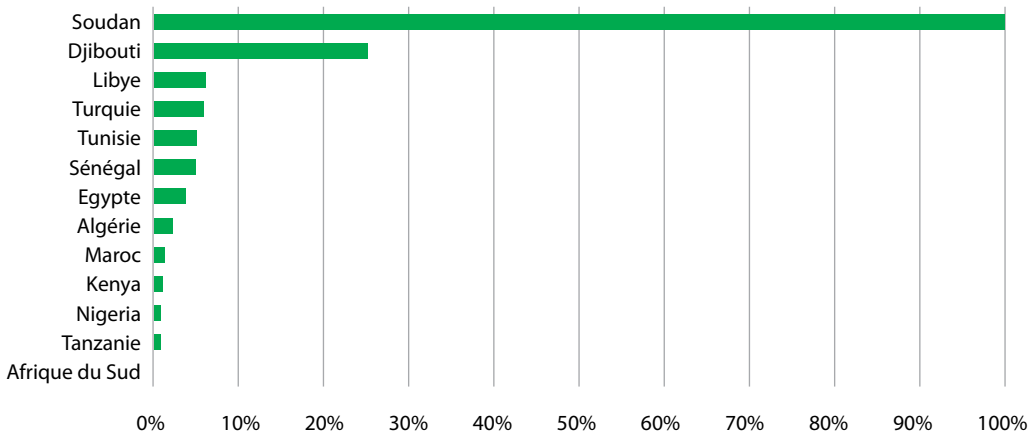


D'après Moody's Investors Service et Fitch Ratings, la Banque islamique a peu progressé en Afrique malgré l'importante population musulmane du continent estimée à près d'un milliard. L'Afrique subsaharienne, par exemple, compte près de 15% de la population musulmane mondiale, mais ses actifs bancaires islamiques ne représentent qu'environ 1% des actifs bancaires islamiques mondiaux, estimés entre **2,500 et 3,000 milliards de dollars.**



La pénétration de la finance islamique en Afrique reste limitée

(Actifs de la finance islamique en % du total des actifs – en décembre 2021)



Sources : Rapport sur l'industrie des services financiers islamiques 2022 et Moody's Investors Service

Madani, Vice-président Directeur du crédit, Groupe des institutions financières chez Moody's, dans son dernier commentaire intersectoriel sur la finance islamique.

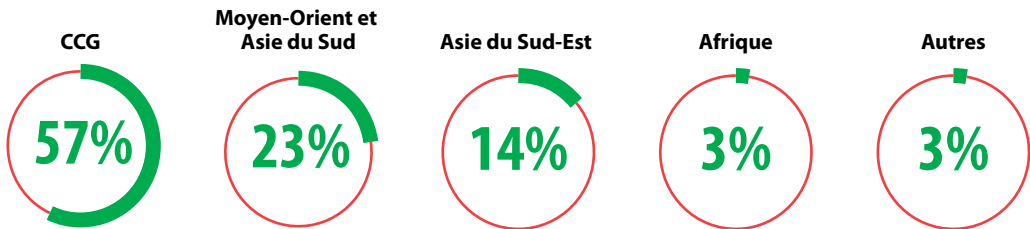
En effet, Moody's a identifié le Sénégal (Ba3 négatif) comme l'un des six pays du continent qui, selon elle, mènera la croissance de la Banque islamique dans les années à venir. Les autres pays sont l'Égypte (B2 stable), le Maroc (Ba1 négatif), le Soudan, l'Afrique du Sud (Ba2 négatif) et le Nigeria (B2 stable). " La plupart de ces pays ont de grandes populations musulmanes, une histoire d'émission de Soukook et ont fait, ou font, les ajustements juridiques nécessaires pour s'adapter à la finance conforme à la charia. L'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte et le Maroc disposent également

de grands systèmes bancaires qui contribueront à accroître la pénétration.

" À plus long terme, l'Afrique a un potentiel de croissance important dans le secteur bancaire islamique. Nous nous attendons à ce que les actifs bancaires islamiques en Afrique augmentent sensiblement au cours des 10 prochaines années. Il existe un énorme potentiel de croissance dans le secteur, étant donné les importantes populations musulmanes d'Afrique et la faible base de départ. Le secteur bancaire islamique pourrait également bénéficier de certains moteurs de croissance du secteur bancaire conventionnel, en particulier la faible pénétration bancaire sur le continent africain ", a ajouté Moody's.

Part des actifs bancaires islamiques mondiaux par région

(à partir de décembre 2021)



Source : Conseil des services financiers islamiques

En décembre 2021, les actifs bancaires islamiques en Afrique ne représentaient que 2% des actifs bancaires islamiques mondiaux et moins de 10% du total des actifs bancaires nationaux dans la plupart des pays africains. Les souverains à travers le continent ont historiquement manifesté peu de soutien et d'intérêt pour le développement de l'industrie, car ils s'attaquaient généralement à des défis socio-économiques plus urgents. Par conséquent, la finance islamique en Afrique continue de manquer des réglementations nécessaires et des exigences légales qui sont des conditions préalables à son développement.

Cependant, comme l'affirme Moody's, la situation s'améliore progressivement car les autorités perçoivent désormais de plus en plus les avantages économiques et financiers que le secteur peut apporter, d'autant que la plupart des économies africaines sont à la recherche de nouvelles sources de financement et de liquidités. Plusieurs banques centrales à travers le continent au Maroc, en Égypte, au Nigéria, en Afrique du Sud et dans l'UEMOA ont commencé à publier des directives révisées et à mettre en œuvre de nouvelles réglementations pour faciliter la création et le fonctionnement de banques islamiques et de guichets islamiques dans les banques conventionnelles. La population musulmane nombreuse et croissante dans un continent sous-bancarisé offre également un important réservoir de croissance pour un secteur partant d'une base faible.

Dans l'UEMOA, la banque centrale régionale BCEAO a poursuivi l'année dernière sa diversification des sources de financement utilisées par les économies membres, mettant l'accent sur la promotion de la finance islamique en apportant un soutien aux initiatives de création d'institutions financières islamiques. La banque centrale a également effectué des travaux pour fournir aux institutions financières islamiques des modèles de contrats et des outils de gouvernance conformes à la charia, avec la contribution technique de la BID et de ses entités sœurs, notamment la SIACE, l'ITFC et l'ICD, et d'organismes du secteur tels que le Conseil des services financiers islamiques (IFSB), l'organisme de normalisation prudentielle, l'Organisation comptable et d'audit des institutions financières islamiques (AAOIFI), l'organisme de normalisation comptable et financière pour le secteur.

La Banque Islamique du Sénégal (BIS) est la seule banque islamique, qui a été créée en 1982 avec une participation substantielle de la Banque islamique de développement. Cette année, la BIS a célébré son 41^e anniversaire.

La BID a accordé à ce jour un financement de 4,8 milliards de dollars au Sénégal. La SIACE entretient une vaste coopération avec le Sénégal. Ses outils de réduction des risques et ses garanties ont permis la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures au Sénégal, notamment le stade Abdoulaye Wade, le Parc des expositions de Dakar, le Marché d'intérêt national et la Gare routière.

Fichier d'information sur la finance islamique au Sénégal - Compilé à partir de diverses sources



Taille de la population (2021)

17,2 millions



Date de création de BIS

1982



Population musulmane % de la population totale

97%



Directeur général de BIS

Boubacar CORRÉA



Nombre de banques conventionnelles

26



Total des actifs bancaires islamiques

1 milliard de dollars



Nombre de banques islamiques

1 - Banque Islamique du Sénégal (BIS)



Total des actifs bancaires islamiques en% du total des actifs du système bancaire

5,0%



Soukoug souverain du Sénégal

L'avenir est brillant, l'avenir est Soukoug

Par Mushtaq Parker



*En tant qu'instrument de financement de la dette publique, le Soukouk a un bel avenir au Sénégal car le gouvernement du Sénégal tient à utiliser son potentiel à travers la création d'un cadre juridique et réglementaire favorable qui ouvrira également la voie à l'émergence et à la facilitation d'autres produits de la finance islamique dans le pays. **Mushtak Parker** évalue le potentiel d'amélioration de l'émission de Soukouk dans les infrastructures, les objectifs budgétaires, la gestion des liquidités et l'inclusion financière au Sénégal au cours des prochaines années, et ce, parallèlement à des perspectives économiques prometteuses en raison de la mise en service des nouveaux hydrocarbures du pays plus tard cette année.*

Selon S.E. Madame Oulimata Sarr, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal, "le marché de la finance islamique est un marché financier très dynamique et en croissance, et le Soukouk occupe une place importante dans son architecture. Le gouvernement du Sénégal accorde de l'importance à la levée de fonds par le biais d'offres de Soukouk."

Le ministre est bien sur place, car le Sénégal a été le premier pays de l'UEMOA et d'Afrique de l'Ouest à lever des fonds par le biais d'une première émission de Soukouk, Al Ijarah, en 2014. Depuis lors, le Souverain Sénégal a émis deux autres Soukouk apportant le total des fonds levés via des Soukouk à ce jour à 630 milliards de francs CFA (1,06 milliard de dollars).

La transaction du premier acteur sénégalais a ouvert la voie à d'autres États d'Afrique de l'Ouest à emboîter le pas – la Côte d'Ivoire, le Mali et le Togo, et en dehors de l'UEMOA, le Nigeria.

Etant donné certains des obstacles actuels à l'émission et à l'entrée sur le marché, le potentiel est beaucoup plus important. Cela révèle peut-être dans quelle mesure l'UEMOA doit encore combler le déficit d'émission – l'Union et sa banque centrale régionale, la BCEAO, n'ont pas mis en place de cadre réglementaire commun spécifique à l'émission de Soukouk pour les pays membres, et encore moins l'émission de loi commune sur les Soukouk.

A ce jour, toutes les émissions de Soukouk offertes sur le marché ont été émises sur la base du Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA relatif au Fonds commun de titrisation des créances et des opérations de titrisation dans l'Union.

De plus, si un pays membre de l'UEMOA souhaite émettre un Soukouk sur le marché international, il ferait l'objet de tous les prêts, facilités et titres de créance accumulés auprès du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ces pays devraient obtenir l'autorisation du Fonds et de la Banque mondiale pour s'assurer qu'ils ne dépassent pas les plafonds d'endettement implicites dans leurs accords et doivent

Le ministre est bien sur place, car le Sénégal a été le premier pays de l'UEMOA et d'Afrique de l'Ouest à lever des fonds par le biais d'une première émission de Soukouk, Al Ijarah, en 2014. Depuis lors, le Souverain Sénégal a émis deux autres Soukouk apportant le total des fonds levés via des Soukouk à ce jour à **630 milliards de francs CFA (1,06 milliard de dollars)**.



prouver qu'ils ont la capacité de rembourser les dettes. Cela agit comme un frein à toute ambition de lever des fonds sur le marché international par le biais de Soukook, qui peut souvent être un meilleur rapport qualité-prix pour les Trésors nationaux et leurs bureaux de gestion de la dette.

La dernière fois que le gouvernement du Sénégal s'est rendu sur le marché pour lever des fonds par le biais d'une émission nationale souveraine de Soukook, c'était en juin 2022. Le succès retentissant de cette émission soulève la question de savoir pourquoi les Soukook en tant qu'instrument de la dette publique n'ont pas proliféré au Sénégal et à l'UEMOA à 8 États bien au-delà de son périmètre actuel.

Émissions de Soukook souverains en CFA au Sénégal à ce jour

DATE D'ÉMISSION	TAILLE D'ÉMISSION	TÉNOR	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX DE BÉNÉFICE PAR AN	SOUKOOK STRUCTURE
Juin 2014	100 milliards de FCFA	4 années	Juin 2018	6,25%	Soukook Al Ijarah
Septembre 2016	200 milliards de FCFA milliards _	10 années	septembre 2026	6,00%	Soukook Al Ijarah
Juin 2022	300 milliards de FCFA	3 tranches avec des durées de 7, 10 et 15 ans	1 ^{er} – juin 2030 2 ^e – juin 2033 3 ^e – juin 2038	Tranche 1 – 5,80% Tranche 2 – 5,95% Tranche 3 – 6,10%	Soukook Al Ijarah

Source : Compilé par Mushtak Parker à partir des données officielles d'avril 2023

TRACTION DANS L'ÉMISSION DE SOUKOOK

Le retour du gouvernement du Sénégal sur le marché intérieur des Soukook début juin 2022 grâce à une taille d'émission supérieure aux deux offres combinées précédentes en 2014 (100 milliards de francs CFA) et 2016 (200 milliards de francs CFA) respectivement, montre qu'il peut y avoir une traction dans l'émission de Soukook sur les marchés nationaux et régionaux.

Pendant la transaction de juin 2022, le ministère des Finances a levé 330 milliards de francs CFA (525,4 millions de dollars) par le biais d'un Soukook Ijarah en trois tranches. En dollars américains, il s'agissait d'une émission de référence.

Le Soukook a été émis par l'intermédiaire du Fonds Commun de Titrisation de Créances (FCTC), une entité ad hoc (SPV) agréée par l'Autorité des Marchés Financiers du Sénégal (CREMPF), au nom du Débiteur, la Société Nationale de Gestion et d'Exploitation du Patrimoine Bâti de l'État (SOGÉPA SN), qui détient effectivement plus de 1,695 bâtiments publics au Sénégal.

Certains de ces immeubles ont contribué au pool d'actifs et aux revenus locatifs des émissions souveraines de Soukook Ijarah.

L'arrangeur principal de la transaction était la Banque BIS locale, avec la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), la branche de financement du secteur privé de la Banque islamique de développement (BID), mandatée comme co-arrangeur. Taiba Titrisation Sa, société à responsabilité limitée de droit sénégalais et agréée par le CREMPF conformément à la réglementation pour les émissions de Soukook, et filiale d'ICD, a agi en tant que société de gestion de SPV.

D'après un communiqué publié par le ministère des Finances et du Budget du Sénégal, l'émission de Soukook comprenait trois tranches – une première tranche de 55 milliards de FCFA avec une durée de 7 ans et un taux de profit de 5,80% par an, une deuxième tranche de 55 milliards de FCFA également avec une durée de 10 ans à un taux de profit de 5,95% par an, et une troisième tranche de 220 milliards de FCFA avec une durée de 15 ans et à un taux de profit de 6,10% par an.



Le Sénégal est revenu sur les marchés régionaux des capitaux de la dette islamique près de 10 ans après sa dernière émission de Soukook en septembre 2016. Il s'agissait de la troisième émission de dette islamique de la nation ouest-africaine, tandis que la première et la deuxième émission ont été clôturées en 2014 et 2016 respectivement.

La forte demande de certificats Soukook de la part des investisseurs a suggéré que l'appétit des investisseurs pour le risque de crédit souverain sénégalais est sain et a attiré des commandes de comptes régionaux d'Afrique de l'Ouest et du Moyen-Orient. Rien n'indique que cette vision des investisseurs ait changé.

IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

D'après Mouhamadou Madana Kane, le PDG de la BIS, " la Banque a syndiqué avec succès les Soukook auprès d'investisseurs régionaux et de ceux du Moyen-Orient avec un taux de couverture des émissions de plus de 110% dans les 3 jours suivant la souscription. Il s'agit de la plus importante transaction de l'histoire du marché sous-régional. Nous sommes impatients de reproduire le succès du Soukook du Sénégal avec d'autres pays et entreprises de la région. "

L'impact sur le développement et la libération de liquidités du pool d'actifs appartenant au

gouvernement sont implicites. Le produit de l'émission est utilisé pour financer l'acquisition d'immeubles devant servir de bureaux administratifs, ainsi que le financement de divers autres projets gouvernementaux stratégiques.

Les certificats Soukook ont été admis à la cote de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BVRM) – permettant à nouveau d'élargir le développement et la profondeur de la bourse régionale et du marché des capitaux islamiques. Cependant, pour augmenter la profondeur du marché, il faut que les émissions régulières de Soukook souverains domestiques soient beaucoup plus fréquentes, aussi bien en termes de volume, de taille des transactions que de structures de Soukook.

C'est uniquement de cette façon qu'une courbe de rendement des Soukook de l'UEMOA pourra être développée, ce qui renforcera la confiance du marché et l'attractivité pour les investisseurs, notamment des pays MENA et au-delà. Cela pourrait également ouvrir la voie au développement d'un marché secondaire de Soukook pour le commerce et débloquerait une liquidité encore plus grande sur les économies et les marchés financiers respectifs.

Le Groupe de la BID, notamment l'ICD, a joué un rôle de facilitateur dans le développement de l'origination

de Soukook souverains sur les marchés émergents et frontaliers. Malgré les défis réglementaires, le Groupe de la BID a conseillé un total de six souverains avec des émissions premières de Soukook, dont le Sénégal, la Jordanie, le Togo, le Mali, les Maldives et la Côte d'Ivoire. Dans le processus, le Groupe a ouvert le marché des Soukook dans ces pays pour attirer davantage d'investisseurs et d'entreprises privées et sur le marché.

L'ambition complémentaire est également de voir des transactions Soukook pour les entreprises clientes. La région de l'UEMOA a connu une demande croissante de la part des souverains et des entreprises qui souhaitent explorer des méthodes de financement alternatives telles que les Soukook.

Le Sénégal a été le pionnier de l'émission de Soukook nationaux souverains dans la région de l'UEMOA par le biais de trois transactions à ce jour. Elle a émis son premier Soukook Ijarah de 100 milliards de francs CFA (168 millions de dollars) sur 4 ans en juin 2014, à un taux de profit de 6,25% par an.

Cette émission a été suivie d'une deuxième émission – un Soukook Ijarah de 200 milliards de francs CFA (341,5 millions de dollars) sur 10 ans en septembre 2016, dont le taux de profit était de 6,0% par an. La demande de certificats Soukook a été robuste dans le contexte régional, attirant des commandes de plus de 233 milliards de FCFA, et le gouvernement a augmenté le volume d'émission de 150 milliards de FCFA à 200 milliards de FCFA.

Malgré le fait qu'elle est un marché frontalier pour la finance islamique, l'Afrique a été laissée pour compte dans l'émission de Soukook. L'année où le Sénégal a émis son premier Soukook national, l'Afrique du Sud a émis son premier indice de référence de 500 millions de dollars sur le marché international, le seul souverain africain à le faire à ce jour. De même, la demande de Soukook provient de plus en plus d'acteurs internationaux sur les marchés moins exposés à la finance islamique.

Selon l'étude 2022 sur les perceptions et les prévisions de Soukook de Refinitiv intitulée "Navigating a New Environment", l'émission mondiale de Soukook en première moitié 2022 a levé 100,9 milliards de dollars, légèrement moins que 104,2 milliards de dollars en première moitié 2021. Les principaux moteurs de l'émission de Soukook sont les souverains et ils continueront à stimuler la dynamique d'émission de Soukook en 2022 et au-delà, en maintenant une part



d'environ 60% des émissions mondiales depuis 2017. Les Soukook souverains émis en première moitié 2022 ont totalisé 68,8 milliards de dollars, dont 83% ont été émis par les gouvernements du CCG, malaisien et indonésien.

Un bon signe consiste en ce que le marché secondaire des Soukook a résisté alors que les marchés de la dette des marchés émergents ont connu des difficultés. Refinitiv soutient que le marché secondaire mondial des Soukook a augmenté au cours de la première moitié 2022. La valeur de l'encours des Soukook a atteint 726,8 milliards de dollars, en hausse de 4,4% par rapport à la fin de 2021.

SOUKOOK ET PATRIMOINE BÂTI

Cependant, des contraintes subsistent autour de l'émission de Soukook, y compris en Afrique et dans les pays de l'UEMOA – complexité législative et longs processus associés à l'émission de Soukook, nécessité d'identifier les garanties physiques, documentation complexe requise pour les produits financiers islamiques, offres de produits limitées et nouvelles lois fiscales qui permettent un traitement fiscal égal des produits de la finance islamique avec les produits bancaires conventionnels.

Au Sénégal, le Soukook incarne également la démarche de l'Etat concernant la gestion de son



patrimoine bâti, à travers la SOGEP. Le ministère des Finances et du Budget a expliqué cela ainsi : “La valorisation du patrimoine bâti de l'Etat, dans le cadre de cette opération, permet d'en faire un levier d'appui à la politique de gestion des finances publiques et d'amélioration du parc immobilier à usage administratif. De cette façon, des économies substantielles seront réalisées par l'Etat sur les charges locatives des immeubles à usage administratif. Les émissions de Soukook du Sénégal, à travers l'achat de contrats de crédit-bail, permettent à l'Etat du Sénégal de passer de simple locataire à propriétaire des Sphères ministérielles de Diamniadio”.

Le Groupe de la BID peut aider l'origination de Soukook souverains dans les pays de l'UEMOA comme le Sénégal de plusieurs manières. Ceux-ci comprennent :

- i) Le déploiement de la police d'assurance Soukook (SIP) de la SIACE en tant que solutions d'atténuation des risques, d'amélioration du crédit et de garantie de tiers. La SIP est spécifiquement destinée aux souverains, en particulier ceux dont la notation est inférieure à la qualité d'investissement. Il est à signaler que les notes sont une exigence essentielle. En fait, les Soukook de l'UEMOA, y compris les trois transactions sénégalaises à ce jour, n'étaient pas notés. Mais les notations, qui servent de guide pour la tarification et les perceptions de risque surévaluées des agences

de notation occidentales à l'égard des notations de crédit des pays africains, ont un impact sur le coût du financement qui est inévitablement dans la trajectoire ascendante. Cela peut également aider à réduire les primes d'assurance pour les transactions.

La valorisation du patrimoine bâti de l'Etat, dans le cadre de cette opération, permet d'en faire un levier d'appui à la politique de gestion des finances publiques et d'amélioration du parc immobilier à usage administratif. De cette façon, des économies substantielles seront réalisées par l'Etat sur les charges locatives des immeubles à usage administratif. Les émissions de Soukook du Sénégal, à travers l'achat de contrats de crédit-bail, permettent à l'Etat du Sénégal de passer de simple locataire à propriétaire des Sphères ministérielles de Diamniadio

de notation occidentales à l'égard des notations de crédit des pays africains, ont un impact sur le coût du financement qui est inévitablement dans la trajectoire ascendante. Cela peut également aider à réduire les primes d'assurance pour les transactions.

- ii) La BID peut aider à faciliter la profondeur du marché en émettant des Soukook en CFA dans les pays de l'UEMOA qui sont communs aux deux entités. De cette façon, le Groupe de la BID peut agir en tant que teneur de marché et également aider à attirer une nouvelle cohorte d'investisseurs potentiels dans le risque souverain africain.
- iii) Grâce à une plus grande implication dans le développement du marché des capitaux islamiques dans les États membres africains, le Groupe de la BID peut également aider, comme la ministre S.E. Madame Oulimata Sarr a suggéré, à dissiper la partialité, la surévaluation et le battage médiatique des mesures du risque souverain concernant les États membres africains hébergées par les principales agences de notation internationales.



La SIACE au Sénégal

Investissements d'impact emblématiques





1. Le Stade national de football Abdoulaye WADE à la pointe de la technologie au Sénégal

Nom du projet	Stade du Sénégal
Maître d'ouvrage	Gouvernement du Sénégal
Contractant	Summa Insaat, Turquie
Description du projet	La construction du Stade national de football Abdoulaye WADE. L'assurance donnée par la SIACE a facilité la mobilisation d'un financement à long terme.
Bénéficiaires de l'assurance de la SIACE	Standard Chartered Bank AKA Ausfuhrkredit-Gesellschaft mbH Société Générale, Paris Banque nationale saoudienne
Montant de la police	266 millions d'euros avec une structure de prêt Mourabaha
Pourcentage de couverture	95%
Durée de couverture	10 années
Impact sur le développement	<ul style="list-style-type: none"> Le projet contribuera à créer près de 400 emplois. Le projet de construction du stade contribue à la création du Pôle Urbain de Diamniadio, l'un des projets phares du Gouvernement du Sénégal, qui s'inscrit dans le cadre plus large du Plan Sénégal Emergent ("PSE"). Un système d'énergie renouvelable produira et stockera l'énergie solaire qui alimentera le stade. Principaux résultats: Développement de l'Etat membre, transition énergétique, culture et transformation urbaine.



La SIACE a couvert le financement islamique de 266 millions d'euros fourni par un pool de banques (dirigé par Standard Chartered Bank (Royaume-Uni) et comprenant AKA Ausfuhrkredit-Gesellschaft mbH (Allemagne), Société Générale (France) et Saudi National Bank (Arabie Saoudite)) au gouvernement du Sénégal pour la construction du Stade Abdoulaye WADE (Stade du Sénégal) ultramoderne du Sénégal, le complexe national de football avec deux terrains d'entraînement modernes et un système de production et de stockage de l'énergie solaire qui alimentera le stade. Outre la création de près de 400 emplois, le projet de construction du stade contribue à la création du Pôle Urbain de Diamniadio, l'un des projets phares du Gouvernement du Sénégal, qui s'inscrit dans le cadre plus large du Plan Sénégal Emergent. L'implication de la SIACE a permis de mutualiser les financements nécessaires au projet en émettant une police de Non-respect des Obligations Financières Souveraines (NHSFO) auprès des banques de financement.

Le modèle de financement du stade développé sous la forme d'EPC+F (Ingénierie, Approvisionnement, Construction + Financement), et basé sur une

collaboration étroite entre acteurs publics et privés, s'est avéré particulièrement innovant, selon La Société Publique de Gestion des Infrastructures des Centres Urbains de Diamniadio et Lac Rose (SOGIP). En effet, le modèle de financement retenu pour le Stade a offert plus de flexibilité à la société exécutante sur ses choix d'importations et de sous-traitance.

La SOGIP signale que les avantages économiques et sociaux spécifiques du projet sont implicites. Le stade Abdoulaye Wade, conçu dans la lignée de la Dakar Arena, fait du pôle urbain de Diamniadio "un pôle sportif d'une qualité inégalée dans la sous-région et un site sportif de référence au niveau international".

Il bénéficie d'une situation géographique privilégiée avec des liaisons routières et ferroviaires. D'une capacité de 50,000 places, il dispose de toutes les commodités nécessaires à l'organisation d'événements d'envergure. Il complète également l'offre sénégalaise en matière d'équipements sportifs à côté de la Dakar Arena.

"Principalement dédié au football, il pourra également accueillir d'autres sports de plein





air et d'autres types d'événements et sera l'une des infrastructures clés qui accueilleront les Jeux Olympiques de la Jeunesse 2026. Ce stade permet aux pays voisins qui ne disposent pas d'infrastructures agréées par la Confédération Africaine de Football ou la FIFA de délocaliser les matchs qui devaient se jouer à domicile contre le Sénégal ; a ajouté la SOGIP.

Selon Selim Bora, président de Summa Group, Türkiye, "Ce projet ambitieux était également un contrat EPC-F attribué en 2020, juste avant que la pandémie de Covid 19 ne frappe le monde et que tout ne s'arrête. Même pendant les mois de confinement, nous avons pu communiquer et poursuivre notre correspondance avec les responsables de la SIACE, ce qui a en fait sauvé le projet puisqu'un consortium dirigé par la Standard Chartered Bank devait faciliter le crédit pour un financement à 100% à condition que l'assurance contre les risques politiques soit couverte par la SIACE.

Conformément à la demande des banques prêteuses, l'intervention rapide et efficace de la SIACE a créé un énorme confort pour toutes les parties prenantes, et ce, en servant de levier pour abaisser les taux d'intérêt d'emprunt du gouvernement du Sénégal, créant ainsi une référence pour d'autres projets similaires.

"Il est à noter que dans ces projets "FAST TRACK", le "Stade du Sénégal" a été livré en 17 mois. Il est très important d'avoir un partenaire tel que la SIACE, qui connaît les défis de faire des affaires en Afrique

et les risques de crédit et d'investissement associés. Et qui peut emprunter une voie efficace pour assurer la livraison de manière flexible et rapide", a-t-il ajouté.

Les promoteurs et financiers du Stade Abdoulaye WADE doivent être félicités pour avoir intégré les mesures d'impact environnemental et sociétal dans le processus de projet et de construction. Le football, comme les autres sports de masse et la culture, sont des fonctions intégrées au développement comme la plupart des autres secteurs économiques.

Conformément à la demande des banques prêteuses, l'intervention rapide et efficace de la SIACE a créé un énorme confort pour toutes les parties prenantes, et ce, en servant de levier pour abaisser les taux d'intérêt d'emprunt du gouvernement du Sénégal, créant ainsi une référence pour d'autres projets similaires.



2. Dynamiser le Sénégal en tant que hub aérien régional – Aéroport international Blaise Diagne (AIBD SA)

Nom du projet	Aéroport international Blaise Diagne (AIBD SA)
Maître d'ouvrage	Gouvernement du Sénégal
Contractants	Le Consortium Limak - Summa
Description du projet	<p>Le nouvel aéroport international Blaise Diagne (AIBD SA) est au cœur du Plan "Sénégal Émergent" du Sénégal et est considéré comme un test des perspectives économiques du pays. Il fait partie d'un plan visant à soulager la capitale encombrée avec la construction d'un centre de conférence, de logements, d'un stade, etc.</p> <p>Le projet d'infrastructure s'aligne en outre sur les plans du pays d'investir davantage dans son secteur du tourisme. L'AIBD est relié à l'autoroute à péage du Sénégal et sera reliée à la capitale par un train à grande vitesse.</p> <p>L'aéroport a été achevé par le consortium turc Limak-Summa et inauguré en décembre 2017. Une joint-venture de Limak, Summa et AIBD SA (LAS) a signé un accord de concession de 25 ans avec l'État du Sénégal pour l'exploitation du nouvel aéroport.</p> <p>L'implication de la SIACE a aidé la mobilisation d'un financement étranger à long terme.</p>
Police d'assurance de la SIACE	Police d'assurance des investissements étrangers
Bénéficiaire de l'assurance de la SIACE	Société de développement industriel (IDC), Afrique du Sud
Montant assuré	50 millions d'euros
Durée de couverture	15 ans
Impact sur le développement	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la première phase, l'aéroport devrait accueillir 3 millions de passagers, et en 2023 et 2035, le nombre de passagers devrait passer à 5 millions et 10 millions, respectivement. AIBD dispose d'une zone de fret de 5,600 mètres carrés avec une capacité de 50,000 tonnes pour soutenir l'exportation de marchandises du Sénégal. • Pendant la construction, 2,034 personnes ont été employées sur le site (y compris les sous-traitants), dont 85% sont des ouvriers locaux. • L'aire de trafic de l'aéroport s'étend sur 260,000 mètres carrés et dispose d'une capacité de stationnement de 79 avions. 80,000 avions devraient atterrir et décoller chaque année. • Les installations du nouvel aéroport comprennent un terminal Passagers à la pointe de la technologie conçu pour accueillir une large gamme d'avions à travers 6 aérobridges, 30 postes d'avions, un bâtiment de fret compatible avec le plan à long terme de l'aéroport, ainsi que d'autres terminaux spécialisés et installations. Cela fera du Sénégal un Hub aérien régional et stimulera l'industrie du tourisme et le fret aérien. • Principaux résultats: Développement humain, Développement de l'Etat membre.





Le Sénégal est au carrefour des principales routes aériennes entre l'Europe et l'Amérique. Par ailleurs, Dakar est l'une des destinations les plus couvertes par les compagnies internationales desservant l'Afrique. Au-delà de ces éléments, le Président de la République SE Macky Sall, a initié une relance du secteur avec la mise en place d'un écosystème intégré, à savoir une infrastructure aéroportuaire moderne et un pavillon national en développement.

A cela s'ajoute le fait que le Sénégal est une destination touristique. La reprise rapide du trafic après la pandémie de Covid-19, par rapport aux autres pays de la sous-région, atteste à suffisance de l'attractivité de notre plateforme aéroportuaire.

En mars 2023, Blaise Diagne a été désigné par Airports Council International en tant que meilleur aéroport d'Afrique pour la qualité de ses services dans plusieurs catégories. En effet, l'aéroport a été inscrit au programme Airport Service Quality (ASQ) qui vise à sécuriser une classification internationale. Ce programme permet à l'exploitant et à AIBD SA de suivre les performances en termes d'amélioration de la qualité de service à l'aéroport de Diass.

La société AIBD SA est un véritable moteur économique du pays. Ses activités ont créé plus d'un millier d'emplois et sa contribution et son impact sur l'économie du Sénégal sont bien établis.

L'objectif clairement affiché par les autorités sénégalaises est de faire de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD), inauguré en décembre 2017, le premier hub aérien d'Afrique de l'Ouest d'ici 2035 avec 3,5 millions de passagers en 2025 et 10 millions en 2035.

En 2019, AIBD a accueilli 2,5 millions de passagers, ce qui n'était pas loin de sa capacité maximale de 3 millions. **En 2022, le nombre de passagers pris en charge chez AIBD SA s'élève à 2,629,348**, soit 105% du trafic 2019 (avant Covid-19).

A cela s'ajoute le fait que le Sénégal est une destination touristique. La reprise rapide du trafic après la pandémie de Covid-19, par rapport aux autres pays de la sous-région, atteste à suffisance de l'attractivité de notre plateforme aéroportuaire.





Ce volume de trafic est acheminé par 39 compagnies aériennes, dont Air Sénégal (le transporteur national avec 19 destinations), Air France, Delta Airlines et Royal Air Maroc, qui utilisent AIBD desservant 40 destinations vers l'Afrique, l'Europe et les États-Unis.

En somme, les aéroports du Sénégal ont enregistré la desserte de 2,773,391 passagers en 2022, dont 95% via l'AIBD. Parmi ceux-ci, 48% des passagers accueillis en 2022 ont été traités à l'arrivée contre 46% au départ et seulement 6% en transit.

Après l'évolution encourageante du trafic passagers conformément aux objectifs fixés, il est envisagé dans le cadre des projets de hubs aériens de renforcer la capacité d'accueil avec l'extension de l'aérogare passagers de Diass destinée à accompagner la croissance du trafic aérien post Covid-19, ainsi que

le plan de développement d'Air Sénégal incluant l'ouverture de nouvelles lignes et, à terme, le développement de l'aéroport en HUB PAX.

Le Sénégal s'est également engagé dans un vaste programme de réhabilitation des aéroports régionaux réalisé en deux phases et qui est un projet ambitieux de mise aux normes de toutes nos plateformes aéroportuaires. De plus, une mise à niveau complète des pistes et la reconstruction de toutes les infrastructures sont prévues.

En ce qui concerne le fret, AIBD a enregistré 34,512 tonnes de trafic de fret en 2022. Les capacités de l'aéroport devront être portées à 80,000 tonnes y compris la construction d'une nouvelle zone de fret avec hangar renforcé et bâtiments administratifs.





3. Hôtel d'affaires, Centre des Expositions et Complexe Sportif de Dakar

Nom du projet	CICAD Business Hotel, CICAD Expo Center et Centre Sportif Multifonctionnel de Diamniadio (Dakar Arena)
Maître d'ouvrage	SOGIP. SA, Dakar, Sénégal (Entreprise publique)
Contractant	Summa Insaat, Sénégal
Description du projet	La SIACE a donné a son assurance pour faciliter la mobilisation d'un financement à moyen terme par la Turk Eximbank pour la construction de l'Hôtel d'affaires "Radisson Diamniadio", Centre des Expositions de Dakar et Complexe Sportif de Dakar "Dakar Arena".
Montant assuré	134 millions d'euros
Police d'assurance de la SIACE	Non-respect des obligations financières souveraines
Bénéficiaire de la police d'assurance SIACE	Turk Eximbank
Pourcentage de couverture	95%
Durée de couverture	11 ans
Impact sur le développement	<ul style="list-style-type: none"> • Le Projet contribue à la promotion des exportations de biens et services du Sénégal. • Développement des Infrastructures Economiques du Sénégal en cohérence avec ses efforts de développement. • Promotion du secteur affaires et expo-tourisme. • Développement des infrastructures sportives en faveur de la jeunesse (environ 67% de la population). • 700 ouvriers ont été employés pendant et après la période de construction. • L'équipement a été construit dans le cadre d'une ville durable au profit des écosystèmes scolaires et sportifs professionnels. • Le projet positionne le Sénégal comme Hub du sport et des événements au-delà des Jeux Olympiques de la Jeunesse de 2026. • Emplois directs et indirects créés dans la gestion et la maintenance du site • Principaux résultats: Développement humain, Développement de l'Etat membre.





La SIACE a apporté une couverture de 165 millions d'euros à Turk Eximbank pour la construction du Radisson Diamniado Hotel, du Dakar Expo Center et du Dakar Arena au cœur du pôle urbain de Diamniadio.

Le Radisson Diamniadio, hôtel d'affaires luxueux de 152 chambres et suites à proximité du Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD), et avec un taux d'occupation des chambres de 85%, dispose d'un cadre exceptionnel et offre à sa clientèle toutes les garanties de sécurité générale et de sécurité sanitaire. Construit selon une architecture moderne et soignée, son confort et ses équipements en font une base

stratégique pour toute intervention dans ce domaine d'activités.

Composé de 6 halls allant de 1,400 m² à 4,500 m², le Dakar Expo Center est un espace d'exposition modulable construit selon les meilleurs standards internationaux. Sa grande capacité d'accueil, ses équipements de dernière génération et sa grande souplesse d'utilisation en font une plateforme incontournable des échanges dans la sous-région. Le Dakar Expo Center est un outil idéal pour l'organisation d'événements et de salons internationaux de toutes tailles.



La SIACE a apporté une couverture de **165 millions d'euros** à Turk Eximbank pour la construction du Radisson Diamniado Hotel, du Dakar Expo Center et du Dakar Arena au cœur du pôle urbain de Diamniadio.





Ces infrastructures ont permis de :

- ✓ Accueillir des foires et forums sous-régionaux et internationaux,
- ✓ Compléter l'offre touristique et événementielle globale du Sénégal en général et du pôle urbain de Diamniadio en particulier,
- ✓ Diversifier l'offre touristique et événementielle de la ville,
- ✓ Renforcer l'attractivité du centre urbain et la capacité d'accueil d'événements d'envergure,
- ✓ Créer des emplois durables et développer les compétences de la population, notamment dans les communes environnantes,
- ✓ Augmenter la rentabilité des infrastructures événementielles (Dakar Arena, Parc des Expositions, Stade Abdoulaye WADE), et
- ✓ Générer des revenus grâce à l'exploitation commerciale.

D'après la SOGIP, *“les infrastructures du pôle urbain de Diamniadio répondent à une volonté de construire des ouvrages de qualité, innovants et durables, destinés à accélérer l'émergence de cette ville nouvelle qui se veut moderne, fonctionnelle et attractive. Ces infrastructures dessinent les contours du Sénégal de demain.”*

“Ils permettent de diversifier l'offre touristique et événementielle de la destination Sénégal. Ils sont situés à 30 minutes de Dakar et à deux pas de l'aéroport Blaise Diagne. Ils sont également desservis par l'autoroute et le Train Express Régional.

A cela s'ajoutent les commodités offertes par ces infrastructures de dernière génération. Ils répondent aux normes les plus élevées, sont pleinement opérationnels pour accueillir tous types d'événements, séminaires, forums régionaux et mondiaux à travers tous les autres événements généraux ou événements culturels. Ce sont des espaces modulables, et les services associés peuvent être adaptés en fonction des besoins. Une quinzaine de salons, forums et foires ont eu lieu au Dakar Expo Center.



4. Réhabilitation d'un collecteur d'eaux usées à Dakar, Sénégal

Nom du projet	Réhabilitation d'un collecteur d'eaux usées à Dakar, Sénégal
Maître d'ouvrage	Société de Gestion des Pôles Urbains de Diamniadio et du Lac Rose (SOGIP SA), Sénégal
Description du projet	La SIACE a fourni une couverture de 50 millions d'euros dans le cadre d'une facilité de 126 millions d'euros à la Société Générale. L'installation est utilisée pour réhabiliter le collecteur d'eaux usées de Hann-Fann à Dakar, au Sénégal, construit il y a plus de 70 ans et se trouvant à un stade avancé de dégradation. Le collecteur assure environ 8 km d'évacuation et de traitement des eaux usées, couvrant plus de dix quartiers de la ville.
Montant assuré	50 millions d'euros
Police d'assurance de la SIACE	Non-respect des obligations financières souveraines
Bénéficiaire de la police d'assurance	Société Générale
Durée de couverture	10 années
Rôle de la SIACE	La réhabilitation améliorera considérablement la sécurité des eaux usées de la ville, renforçant la résilience de la population face aux problèmes de santé liés à l'assainissement, notamment pendant la saison des inondations. Un collecteur d'eaux usées plus efficace augmentera également l'attractivité de la ville de Dakar pour les investissements directs étrangers. Le projet réduira également le risque que la population contracte des maladies respiratoires en raison de l'absorption de certains produits chimiques toxiques. Sur le plan économique, le projet crée 6,151 emplois directs et indirects.

Impact sur le développement

- La réhabilitation prend en charge les problèmes de santé de la population, augmente l'attractivité de la ville de Dakar et garantit la sécurité de la population. Les enfants souffrent de paludisme et de diarrhée à cause des conditions d'eaux usées dans certains quartiers de Dakar. Grâce à ce projet, 16,5% des enfants de Dakar (environ 150,000 garçons et filles) verront leur état de santé s'améliorer.
- Construit il y a plus de 70 ans, le Collecteur de Hann-Fann, qui assure environ 8 kilomètres d'évacuation et de traitement des eaux usées dans plus de 10 quartiers de la ville de Dakar, est dans un état de dégradation avancé.
- La réhabilitation améliorera considérablement la sécurité des eaux usées de la ville, renforçant la résilience de la population face aux problèmes de santé liés à l'assainissement, notamment pendant la saison des inondations. Un collecteur d'eaux usées plus efficace augmentera également l'attractivité de la ville de Dakar pour les investissements directs étrangers. Le projet réduira également le risque que la population contracte des maladies respiratoires en raison de l'absorption de certains produits chimiques toxiques. Sur le plan économique, le projet crée 6,151 emplois directs et indirects.
- Principaux résultats: Développement des eaux usées, développement de l'Etat membre.





La seule station d'épuration du réseau nord de la ville de Dakar d'une capacité de 19,200 m³/jour fonctionnait avec une charge volumique égale à 208%. D'où une forte dégradation de ses performances épuratoires et du taux de dépollution.

Le projet, qui porte sa capacité à 92,000 m³/jour, permet ainsi de répondre aux besoins d'assainissement de la zone Nord de Dakar, qui attirera une population d'environ 1,6 million d'habitants d'ici 2041. Avec l'augmentation de la capacité d'épuration de la station, le projet offre la possibilité d'augmenter le taux d'accès à l'assainissement dans la zone desservie.



Le projet, qui porte sa capacité à **92,000 m³/jour**, permet ainsi de répondre aux besoins d'assainissement de la zone Nord de Dakar, qui attirera une population d'environ **1,6 million** d'habitants d'ici 2041.



L'impact économique du projet

- La station d'épuration permet la méthanisation des boues et la valorisation énergétique du biogaz produit par cogénération. Cette reprise lui assurera une autonomie en énergie électrique pour environ 50% de ses besoins de fonctionnement. En effet, la production d'électricité prévue à pleine capacité d'ici 2041 s'élève à environ 6,5 Mw/h par an.
- La station produira des boues suffisamment stabilisées, par méthanisation, qui serviront de substitut aux engrais chimiques.
- Un volume journalier de 11,700 m3 d'eau purifiée au niveau tertiaire sera produit et sera valorisé dans l'agriculture, la floriculture entre autres besoins. Le projet offre ainsi une alternative à l'utilisation de l'eau potable dans un contexte de stress hydrique et permettra à l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) de renforcer ses moyens financiers issus de la valorisation des sous-produits. Les réalisations de cette nouvelle station s'inscrivent dans la démarche de l'État de favoriser l'économie circulaire dans ses interventions.

Impact sanitaire du projet

- Préserver le cadre de vie des populations environnantes. Neutraliser toutes les nuisances pouvant être générées par les installations (olfactives, sonores, visuelles) dans le cadre du projet par la mise en place de systèmes adéquats, et en particulier traitement des odeurs, isolation des locaux techniques bruyants, etc.
- Un système de rejet constitué d'un émissaire marin de 1,200 mètres permettra de rejeter à la mer les déchets traités sans possibilité de pollution des plages, préservant ainsi le milieu marin.

Impact social

- La station permettra la création d'emplois directs et indirects, que ce soit au niveau de son exploitation avec de nouveaux métiers ou au niveau de la valorisation des sous-produits.
- De plus, le projet améliorera la qualité de vie des quartiers environnants, ce qui ajoutera de la valeur au développement socio-économique de la région.



5. Soutenir l'accès rural à l'éducation et aux installations médicales

Nom du projet	Soutenir l'accès rural à l'éducation et aux installations médicales au Sénégal
Maître d'ouvrage	Le gouvernement du Sénégal
Description du projet	<p>La SIACE a émis une police NHSFO de 81 millions d'euros à BMCE/Bank of Africa pour le financement lié à la construction de six campus universitaires sous le parrainage du ministère de l'Éducation de la République du Sénégal. Les campus sont situés dans des zones rurales et chacun est conçu pour inclure un centre médical entièrement fonctionnel. Le projet fondateur constitue un effort important pour soutenir les efforts du gouvernement du Sénégal visant à lutter contre le désengagement universitaire tout en empêchant la propagation du COVID-19. Le développement des infrastructures de base à des fins éducatives est crucial pour le développement économique durable du Sénégal et l'autonomisation des communautés. Le soutien de la SIACE à ce projet améliore l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour de nombreux citoyens sénégalais dans des régions traditionnellement mal desservies, contribue à la création d'emplois et au développement d'infrastructures essentielles, et soutient la croissance de l'économie sénégalaise.</p>
Montant assuré	81 millions d'euros
Police d'assurance	Non-respect des obligations financières souveraines
Bénéficiaire de l'assurance SIACE	BMCE, Banque d'Afrique
Durée de couverture	7 ans
Impact sur le développement	<ul style="list-style-type: none"> Le projet contribue à améliorer les performances scolaires des étudiants en augmentant le nombre de structures d'hébergement offrant un meilleur environnement d'étude et de vie. Il améliore également l'environnement de la formation et de la recherche et valorise l'environnement scolaire en promouvant l'enseignement supérieur au niveau régional. Il stimule la motivation des étudiants dans le besoin et soulage les parents et les étudiants à faible revenu. Principaux résultats: Développement humain, accès aux établissements médicaux et éducatifs, développement des pays membres.



La SIACE a fourni une couverture de 81 millions d'euros par le biais d'une police de non-respect des obligations financières souveraines (NHSFO) pour aider Jet Contractors, un entrepreneur et développeur marocain de premier plan, à financer la construction de six campus universitaires sous le parrainage du ministère de l'Éducation du Sénégal.

Le soutien de la SIACE à ce projet améliore l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour de nombreux citoyens sénégalais dans des régions traditionnellement mal desservies, contribue à la création d'emplois et au développement d'infrastructures essentielles, et soutient la croissance de l'économie sénégalaise.

Le projet est également conforme à la réalisation de l'objectif 4 des ODD des Nations Unies, qui souligne qu'un investissement accru dans une éducation de qualité est essentiel pour réduire la pauvreté et mettre fin à la croissance démographique. En raison de l'inégalité entre les sexes, les filles sont touchées de manière disproportionnée par le manque d'accès à l'éducation – une fille sur quatre encore n'est pas scolarisée secondaire et, en Afrique sub-saharienne, le nombre de filles non scolarisées dans le secondaire a augmenté de 7 millions depuis 2007 en raison de la croissance démographique de la région.

La SIACE a fourni une couverture de 81 millions d'euros par le biais d'une police de non-respect des obligations financières souveraines (NHSFO) pour aider Jet Contractors, un entrepreneur et développeur marocain de premier plan, à financer la construction de six campus universitaires sous le parrainage du ministère de l'Éducation du Sénégal.





6. Marché d'intérêt national et Gare routière de Dakar

Nom du projet	Projet Marché d'Intérêt National et Gare Routière de Dakar
Maître d'ouvrage	SOGIP. SA, Dakar, Senegal
Contractant	DM Yatirim ve Insaat San., Sénégal
Description du projet	La couverture de la SIACE a facilité la mobilisation d'un financement à long terme pour la construction du Marché d'Intérêt National et la Gare des Gros Porteurs.
Montant assuré	78 millions de dollars
Police d'assurance de la SIACE	Non-respect des obligations financières souveraines
Bénéficiaire de la police d'assurance de la SIACE	Turk Eximbank
Pourcentage de couverture	95%
Durée de couverture	11 ans
Impact sur le développement	<ul style="list-style-type: none"> • Déconcentrer la capitale qui souffre de surpopulation et d'une disponibilité foncière limitée. • Développer l'infrastructure économique du Sénégal conformément à ses efforts de développement. • Développer le secteur agricole. • Relier les producteurs de produits agricoles et d'élevage aux marchés de la distribution. • Créer des emplois pendant et après la période de construction. Approx. 200 ouvriers ont été embauchés. • Principaux résultats: Développement de l'Etat membre.
	  







Partenariats au Sénégal

**La SIACE a signé des Protocoles
d'accord avec des agences
sénégalaises pour promouvoir
l'investissement étranger**



La SIACE a signé un protocole d'accord (MoU) avec APIX SA, qui est la principale agence du Sénégal, pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) et faciliter la création et le développement des entreprises, y compris celles des PME. L'accord facilite les efforts conjoints pour promouvoir le Sénégal en tant que destination d'IDE pour les pays membres de la SIACE et du Groupe de la BID.

La SIACE a également signé un protocole d'accord avec le Fonds souverain pour les investissements stratégiques (FONSIS), la branche d'investissement du gouvernement du Sénégal.

Selon cet accord, la SIACE cherche à catalyser les flux d'IDE vers le Sénégal en promouvant le FONSIS parmi les pays membres de la SIACE et en facilitant l'accès aux produits et garanties d'assurance contre les risques politiques (PRI) de la SIACE.

Pendant la signature des deux Protocoles d'accord, M. Oussama Kaïssa a déclaré : ***“ Les pays en développement ont souvent des difficultés à attirer les niveaux requis de flux d'IDE privés entrants, en partie parce que les projets sont souvent considérés comme non “bancables”, donc peu attrayants, notamment pour les capitaux privés. Les projets impliquant l'adaptation au climat, la sécurité alimentaire et les infrastructures présentent des défis encore plus***



grands pour les investisseurs privés en raison de divers risques. Le développement et l'engagement du secteur privé sont l'un des principaux piliers de notre stratégie.”

Cette situation nécessite une amélioration du crédit que les assureurs tels que la SIACE sont bien placés pour faire grâce à leurs politiques de durabilité et à l'accès aux organismes nationaux et infranationaux des pays membres, qui s'engagent dans des transactions et des projets pertinents en matière d'action climatique et de sécurité alimentaire. Intégrer des opportunités commerciales et aider les entreprises et les banques à faire une différence significative pour soutenir des résultats de développement positifs sont des choses que les outils d'atténuation des risques peuvent faciliter.

La SIACE a signé un protocole d'accord (MoU) avec APIX SA, qui est la principale agence du Sénégal, pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) et faciliter la création et le développement des entreprises, y compris celles des PME. L'accord facilite les efforts conjoints pour promouvoir le Sénégal en tant que destination d'IDE pour les pays membres de la SIACE et du Groupe de la BID.





Témoignage

**Selim Bora, Président du groupe
Summa, Turquie**

**Partenariat avec la SIACE
pour soutenir des projets de
développement au Sénégal**

Impact et importance d'une telle coopération



En tant que Summa Group, nous avons rencontré la SIACE et ses collègues hautement qualifiés de classe mondiale dans le cadre de la couverture et de l'assurance des risques politiques lors de la construction et du financement du projet du Centre international de conférences Abdou Diouf. Summa Group s'est vu confier la fonction EPC-F en juin 2013.

La banque turque Eximbank a assuré le financement de ce projet et l'une des conditions était de fournir une couverture du risque politique. Le défi que nous avions tous, était le délai de livraison du projet car le Sénégal allait accueillir le 15^e Sommet de la francophonie en octobre 2014 et il n'y avait aucune installation pour accueillir un événement pareil.

Nous avons donc seulement 18 mois devant nous pour négocier, concevoir, construire et organiser le financement de ce projet. La contribution opportune de la SIACE était très importante pour le projet. Effet, les termes et conditions concernant le taux d'intérêt et la durée du prêt n'auraient pas pu être à des conditions aussi favorables, ce qui était acceptable pour toutes les parties prenantes.

CONFORT ÉNORME

Grâce à l'implication de la SIACE, un énorme confort a été créé pour toutes les parties prenantes, y compris les tiers impliqués dans le projet tels que les souscripteurs, les banques intermédiaires, les banques participantes, l'Eximbank turque, les autorités sénégalaises et tous les autres.

La contribution opportune de la SIACE était très importante pour le projet. Effet, les termes et conditions concernant le taux d'intérêt et la durée du prêt n'auraient pas pu être à des conditions aussi favorables, ce qui était acceptable pour toutes les parties prenantes.





Le Centre de Conférence Abdou Diouf est devenu "l'Épicentre" de Diamniadio, le développement urbain nouvellement créé du Sénégal où aujourd'hui plus de 10,000 personnes vivent, travaillent, étudient et profitent de toutes les infrastructures associées construites autour du projet depuis son inauguration.

Après l'expérience réussie que nous avons eue avec la SIACE en 2013, l'autre projet le plus significatif sur lequel nous avons travaillé ensemble était le "Stade du Sénégal", inauguré en février 2022. Ce projet ambitieux intégrant un stade de football de classe mondiale de 50,000 places était également un contrat EPC-F décerné en 2020, juste avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe le monde et que tout ne s'arrête.

Même pendant ces mois de confinement, nous avons pu communiquer et poursuivre notre correspondance avec les responsables de la SIACE, ce qui a en fait

Il est à noter que dans ces projets "FAST TRACK", le "Centre de Conférences Abdou Diouf" a été livré en 11 mois et le "Stade du Sénégal" en 17 mois. Il est très important d'avoir un partenaire tel que la SIACE, qui connaît les défis de faire des affaires en Afrique et les risques de crédit et d'investissement





sauvé le projet puisqu'un consortium dirigé par la Standard Chartered Bank devait faciliter le crédit pour un financement à 100% à condition que l'assurance contre les risques politiques soit couverte par La SIACE. Encore une fois, conformément à la demande des banques prêteuses, l'intervention rapide et efficace de la SIACE a créé un énorme confort pour toutes les parties prenantes, servant de levier pour abaisser les taux d'intérêt d'emprunt du gouvernement du Sénégal, créant ainsi une référence pour d'autres projets similaires.

Il est à noter que dans ces projets " FAST TRACK ", le " Centre de Conférences Abdou Diouf " a été livré en 11 mois et le " Stade du Sénégal " en 17 mois. Il est très important d'avoir un partenaire tel que la SIACE, qui connaît les défis de faire des affaires en Afrique et les risques de crédit et d'investissement associés. Et qui peut emprunter une voie efficace pour assurer la livraison de manière flexible et rapide.

CRÉATION DE VALEUR PAR LA COOPÉRATION

L'impact et l'importance d'une telle coopération se manifestent dans le développement de ces pays émergents et de leurs économies et servent de référence aux autres pays d'Afrique en tant qu'exemple important de création de valeur.

Actuellement, grâce au nouveau développement urbain de Diamniadio, le Sénégal est devenu un symbole et un modèle de prospérité, que de nombreux autres pays d'Afrique tentent de reproduire.

En particulier, il faut reconnaître que sans le leadership et l'engagement de M. Oussama Kaissi, PDG de la SIACE, il n'aurait jamais été aussi facile d'atteindre de telles réalisations collectives. Je tiens à le remercier ainsi que son équipe pour leur contribution inestimable au continent africain et à la prospérité des nations qui ont besoin de soutien.



Siège de la SIACE
8111 King Khalid St.
Al Nuzlah Al Yamania Dist.
Building 3, Djeddah 22332-2444
Royaume d'Arabie Saoudite
Tél: (+966) 12 644 5666
Fax: (+966) 12 637 9755
Email: ICIEC-Communication@isdb.org
iciec.isdb.org

